



ts

est-ce que
je fais
de la
politique
moi ?

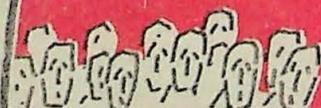


GREVE NATIONALE

fonctionnaires
ed. f. S.N.C.F. ont. f.

P.t.t.

neogharurie



EDITORIAL

« Dynamique des assises » et dynamique populaire

La « dynamique des Assises » n'a pas tardé à porter ses fruits. Jacques Delors, l'un des participants les plus remarqués à cette manifestation, vient de donner son adhésion au Parti socialiste et s'en explique longuement dans **Le Nouvel Observateur**. Explication fort édifiante. Nous y apprenons que pour l'ancien conseiller aux Affaires Sociales de Jacques Chaban-Delmas, le vrai problème est « de faire vivre ensemble les différents acteurs de la vie économique et sociale », que le tort du pouvoir actuel est de « compromettre l'avenir de la politique contractuelle » et de n'avoir pas su conclure « un pacte social ». Inutile, n'est-ce pas, de souligner le contenu hautement révolutionnaire de tels propos. Mais comment ne pas se féliciter des résultats du Conseil National d'Orléans qui ont préservé le PSU d'entrer dans cette galère ?

La même semaine, Gilles Martinet spécule sur l'éventualité d'un « accident de parcours », conduisant à des élections anticipées en 75-76. Que se passerait-il alors ? Accroissement considérable du groupe parlementaire socialiste, faible progression communiste prévoit généreusement l'auteur. Et, dans la foulée, la venue au pouvoir, sous Giscard, d'un gouvernement de gauche. Ce gouvernement serait obligé « d'envisager la limitation de certaines consommations et la réalisation d'un grand effort national ». En somme, du Fourcade revu et corrigé par Jacques Delors et les autres conseillers économiques de Mitterrand.

Les convergences sont assez nettes pour que se propage l'idée qu'une équipe de rechange se met en place, prête à gérer la crise du capitalisme, en offrant de meilleures garanties de paix sociale que l'équipe actuelle. Le moment venu, le glissement de Chirac à Mitterrand se ferait, soit par la voie d'élections anticipées, soit même par un appel direct du Président de la République à l'entrée dans un gouvernement d'« union » réalisant un

compromis de classe, hypothèse qui, malgré le démenti de Martinet, n'est pas à exclure.

On comprend que, dans ces conditions, les contradictions se développent au sein de l'union de la gauche. Nous ne sommes pas plus aujourd'hui qu'hier ralliés à sa stratégie et à son programme. Mais nous nous refusons à cautionner, de quelque façon que ce soit, la division des forces populaires. Au moment où le pouvoir, notamment par les provocations renouvelées de Poniatowski, cherche à isoler les communistes, nous saurons, mieux que beaucoup de leurs partenaires du Programme commun, leur affirmer notre solidarité dans le combat de classe.

L'unité populaire est aujourd'hui portée par une dynamique autrement puissante que celle des accords d'états-major. Tandis que se poursuit avec une admirable ténacité la lutte des postiers, les grèves de la SNCF, celles de la Fonction publique, des Charbonnages, de nombreux travailleurs de l'industrie privée, s'attaquent directement au plan d'austérité et, par là, mettent en cause la gestion de la bourgeoisie et son pouvoir. La grève nationale du 19 novembre ne doit pas être le bouquet final, mais le point de départ d'actions de plus grande ampleur.

Il est temps, pour les organisations politiques de la classe ouvrière, de répondre au défi gouvernemental et d'appeler au soutien populaire aux luttes des travailleurs. Comme le déclare la Direction Provisoire du PSU, dans la réunion qu'elle vient de tenir à Besançon, le problème du pouvoir est posé, mais il ne se confond pas avec celui de la constitution d'une équipe ministérielle plus capable que l'équipe actuelle d'assurer la survie du régime. Dans la dynamique des luttes populaires ce qui est en question c'est, avec la nature du pouvoir, l'existence même de ce régime.

Victor LEDUC

Du plan Fourcade au centre-gauche ?

La Direction Politique Provisoire du P.S.U. s'est réunie le 11 novembre 1974 à Besançon après avoir, le jour précédent animé une réunion des Secrétaires Fédéraux de l'Est de la France, avec lesquels elle a débattu à la fois de la situation sociale actuelle et des tâches du P.S.U.

Devant la crise économique et l'inflation, la bourgeoisie et son pouvoir sont inquiets : les mouvements sociaux, en premier lieu la grève des P.T.T., les mouvements dans la Fonction Publique prévus pour les jours prochains démontrent que les travailleurs

de ce pays n'acceptent pas de supporter les frais de la crise économique, dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité.

A cet égard le caractère de la lutte des postiers, et notamment de ceux du tri, OS des P.T.T., la façon démocratique dont ils la venent et prennent eux-mêmes leurs décisions, l'annonce des grèves de la Fonction Publique reconductible, c'est-à-dire décidée par les travailleurs eux-mêmes, sont, aux yeux du P.S.U. la manière exemplaire de mener ces luttes la D.P.P. la salue, particulièrement depuis Besançon où Lip a donné l'exemple.

Le Plan Fourcade manifeste son « efficacité » : Dans tout le pays les entreprises ferment ou entrent en chômage partiel : l'économie se détériore. Une fraction de la bourgeoisie n'espère plus s'en sortir dans le cadre de la majorité actuelle et prévoit d'autres solutions du type gouvernemental, dont une éventualité de gestion de la crise avec la participation d'un certain nombre de forces traditionnelles de gauche.

Des projets comme celui avancé par les socialistes de fraîche date du type Delors peuvent constituer l'amorce d'une politique de centre-gauche, ouvrant la

voie à la neutralisation des travailleurs souhaitée par le pouvoir.

De ce point de vue, on peut s'inquiéter que les tentatives de restructuration du P.S. et les déclarations de Michel Rocard puissent donner lieu à la même interprétation.

La D.P.P. rappelle que le Conseil National du P.S.U., réuni début octobre à Orléans, a désavoué à une large majorité les orientations de M. Rocard, et que les interventions publiques de ce dernier ne sauraient engager que lui-même.

(Extrait du communiqué remis à la presse à l'issue de la réunion de la D.P.P. à Besançon le 11 novembre 1974.

Mise au point

Le texte paru dans **Politique-Hebdo** du 7 novembre, sous le titre « Quel avenir pour le P.S.U. ? » a été présenté par erreur comme une contribution aux débats du Congrès du parti alors qu'il ne s'agissait que d'un canevas du discours de Charles Piaget au meeting de la Mutualité.
| La section P.S.U. de Besançon

● Vendredi 15 novembre - 20 h 30 à la Mutualité. Meeting MLAC soutenu par différentes organisations politiques. Le PSU y est partie prenante ; il y tient un stand avec l'AMR. nous en rendrons compte prochainement.

● Cherchons volontaires, pas nécessairement travailleurs sociaux, pour traiter le thème « Travail Social - Autogestion et Contrôle populaire sur le travail social » lors du cycle de formation organisé par *Champ Social*. Ecrire 9 rue Borromée qui transmettra.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Christian GUERCHÉ et Victor LEDUC.
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Composition CADET-PHOTO-COMPOSITION

« Nous entrerons — dix-huit mois c'est bientôt — dans une situation à l'anglaise ou — pis — à l'italienne ». C'est autour de cette hypothèse centrale que Michel Rocard bâtit un ensemble de « choix très fermes et très clairs, dont l'orientation socialiste fournit la cohérence et la perspective ». Ses trois articles publiés dans *Le Monde* (1) ont provoqué, dans

polémique Rocard - Herzog

L'Humanité, une vive réaction (« Les bons offices de Michel Rocard ») sous la signature de Philippe Herzog (2). Cette confrontation est instructive : elle illustre clairement les problèmes de fond qui se posent à la gauche aujourd'hui.

Vrais et faux débats

Que les risques d'aggravation de la crise soient considérables, comme Michel Rocard en décrit justement les symptômes, plus grand monde aujourd'hui ne songe à le nier ; et sur ce point les railleries d'Herzog, appuyées sur la résolution du XXI^{ème} Congrès, tombent à plat : il n'y a pas si longtemps que le PCF était encore plus préoccupé de les minimiser que de les analyser. D'autant plus que, sur l'analyse, il y a peut-être moins d'antagonismes qu'il n'y paraît. Michel Rocard décrit longuement ce qu'il considère comme l'incapacité du gouvernement à l'attaquer de front, cependant que la résolution du PCF affirme que « incapable de résoudre la crise, le pouvoir l'aggrave ». Formule ambiguë, dont à vrai dire Herzog donne une interprétation beaucoup plus proche de la réalité.

Une politique au fil de l'eau ?

En effet, au nom de quoi juger de l'efficacité ou de l'inefficacité de la politique gouvernementale ? Si c'est à l'égard de ses effets sur les travailleurs et les masses populaires, évidemment on ne peut que dénoncer ses effets désastreux. Or non seulement ce n'est pas un critère pour juger de la rationalité « interne » de la politique gouvernementale, mais bien plus c'est feindre d'ignorer que le pouvoir utilise certains éléments de la crise (même si un certain nombre de ses ressorts essentiels lui échappent) afin de poursuivre une politique dont les deux objectifs — relancer à une cadence accélérée la restructuration et la concentration de l'appareil productif, rétablir l'équilibre extérieur — passent par la manipulation du taux de chômage et du pouvoir d'achat.

Ce que Rocard appelle une « politique au fil de l'eau » pourrait bien ressembler plutôt, pourvu qu'on prenne un peu de recul, à une tentative pour minimiser les risques sociaux liés à la restructuration en réglant le niveau du chômage à un niveau assez haut pour faciliter la pression exercée sur la classe ouvrière, mais pas trop pour éviter les catastrophes — et pour jouer à la fois de l'inflation et de la « lutte contre l'inflation » afin de « réorienter la consommation », comme on dit, (objectif extérieur : limiter les importations, dégager des exportations) et offrir des ressources en capitaux aux entreprises.

On ne peut ignorer le dispositif mis en œuvre en ce sens. Moyens financiers : ce n'est pas tant l'encadrement du crédit qui est significatif que tout ce qui déroge ou lui échappe (ce qu'Herzog fait justement remarquer). Moyens sociaux — en particulier la politique d'indemnisation du chômage, qui vise à l'anesthésier (mais il n'est nullement certain qu'aujourd'hui les travailleurs acceptent d'être payés pour perdre leur outil de travail !). Moyens politiques et idéologiques, de la dénonciation de la politisation des grèves aux mises en garde contre le chaos, etc...

Il y a donc là une politique qui se cherche, dans le cadre de la « majorité présidentielle » telle qu'elle est. Il ne faut jamais sous-estimer l'adversaire : c'est précisément pour mieux le combattre qu'il faut reconnaître et non pas ignorer l'existence de cette politique. Cela dit, il est vrai qu'elle est génératrice de contradictions et possibilités d'échecs considérables. Parmi elles, il y a l'effet de la mobilisation des travailleurs eux-mêmes contre la politique du pouvoir, que la grève des P.T.T. semble annoncer. Et c'est pourquoi tant de ballons d'essai sont lancés par le pouvoir, par la presse bourgeoise, pour tester, voire préparer le terrain à une solution alternative recomposant une nouvelle majorité politique avec des éléments de la gauche.

des critiques qui portent

C'est pourquoi il est insensé de vouloir justifier une politique dite d'inspiration socialiste sur la concurrence entre les meilleurs gestionnaires de la crise. Les précautions de style ne changent rien : il ne suffit pas d'affirmer que la politique des 18 mois à venir doit être déterminée en fonction des objectifs à long terme, pour que la série de mesures proposées constitue effectivement l'engagement d'une transition vers le socialisme ; il ne suffit pas non plus de rejeter avec fermeté l'union nationale pour régler une question centrale : quelle alliance de classes est nécessaire pour se placer sur ce terrain de la meilleure efficacité contre la crise ?

À l'égard de ces deux problèmes, les critiques de Philippe Herzog portent, incontestablement, mais il esquive ensuite les réponses nécessaires.

Quand Michel Rocard propose

un dispositif de lutte contre l'inflation fondé certes sur la nationalisation du crédit, mais aussi sur l'indexation de l'épargne (et pas seulement de l'épargne populaire), le recours systématique à l'emprunt à long et moyen terme pour financer les investissements et une répartition « juste » des sacrifices nécessaires pour limiter la croissance de la consommation matérielle, il est assez facile de lui faire remarquer que tout ceci ne constitue guère en soi une garantie d'avancée vers le socialisme. Mais surtout que cela va, en grande partie, en sens inverse. De quoi s'agit-il, sinon d'organiser une sorte de consensus par delà les classes sociales pour redresser la situation sans atteinte fondamentale aux structures capitalistes, illustré notamment par une politique des revenus qui ne dit pas son nom, mais très proche en réalité des orientations de centre-gauche bien connues en Europe Occidentale ?

C'est ce qui permet à Philippe Herzog de dénoncer le thème de la lutte contre les inégalités comme un des moyens de faire accepter une politique d'austérité. Mais c'est à partir de là que s'engage un faux débat.

s'engouffrer dans la brèche

Herzog a raison de souligner, abondamment, que le freinage général du niveau de vie n'est guère favorable à la réduction des inégalités, même s'il est baptisé du nom de « décompression » qui fera certainement recette. Du moins est-ce vrai dans le contexte des rapports sociaux actuels, dont la transformation n'est pas évoquée. On encourt en effet le risque d'amputer la consommation des travailleurs sans contre-parties véritables. Mais opposer à cela, simplement, que la croissance du pouvoir d'achat stimule les investissements et par conséquent garantit le plein emploi, c'est, d'une part récupérer curieusement l'économie bourgeoise du XX^{ème} siècle (Keynes), et surtout faire singulièrement preuve de myopie à l'égard de la nature de la crise actuelle.

De son côté, Michel Rocard, en décrivant de façon vigoureuse les formes de la crise en France, porte plus sa critique sur le dérèglement des mécanismes capitalistes que sur ces mécanismes eux-mêmes. Philippe Herzog, lui, dénonce « les gâchis dus aux profits inflationnistes et à l'accumulation des ressources dans

les grandes sociétés privées industrielles et bancaires ». C'est vrai. Mais est-ce que nous n'assisterions pas aussi à une crise généralisée des mécanismes de l'accumulation capitaliste dont les manifestations les plus visibles immédiatement sont constituées par l'inflation, les problèmes de l'énergie, ceux du Tiers-Monde, la destruction des conditions de vie dans les sociétés industrielles, etc... ?

Ces questions ne peuvent rester sans réponse, notamment celles qui portent sur la consommation, la croissance, etc... Rocard certes les pose, mais au détour d'une politique qui, loin de s'engouffrer dans la brèche ouverte par la crise, ne peut qu'essayer de la colmater.

Politique d'abord

Ce ne sont pas des questions secondaires ; elles sont au centre du débat. Si l'on veut réellement affronter la crise capitaliste, empêcher que le système se conforte une fois de plus, en profiter pour que naisse une société nouvelle, on ne peut la traiter, ni en termes purement économiques, ni par des catalogues de solutions. Poser les problèmes de la croissance capitaliste, ce n'est pas forcément devenir adeptes de ces intellectuels nantis qui proclament la nécessité de la croissance zéro d'autant plus frénétiquement qu'ils n'ont pas grand chose à y perdre. C'est affirmer que les producteurs doivent redevenir maîtres de leur production, de son orientation, de sa réalisation et de son utilisation. Seul un débat parmi les travailleurs et les masses populaires permettra d'aborder ces choix, et en termes politiques : comment parler de la consommation en faisant l'impasse sur les priorités de la bourgeoisie (ne serait-ce par exemple que la police et l'armée), sur les rapports sociaux et de production, sur les relations internationales, notamment avec le Tiers-Monde ?

C'est dire qu'en dernière analyse ce débat renvoie directement aux problèmes du pouvoir, et que c'est dans ces termes que nous devons poser les problèmes du programme, ce qui n'a rien à voir avec une liquidation droitière du Programme commun

Michel Mousel ■

(1) *Le Monde*, 30, 31 octobre et 1er novembre

(2) *L'Humanité*, 4 et 5 novembre.

Pour quelques mirages de plus

Quand un général français dévoile les « plans de guerre » de notre impérialisme...

L'histoire a parfois des fantaisies bien réjouissantes. C'est la semaine où l'on fête, dans le recueillement d'usage, le quatrième anniversaire de la mort de Charles De Gaulle qu'est révélée à l'opinion publique une note de son ancien chef d'état-major de l'armée de l'air destinée à des « personnalités » parmi lesquelles l'actuel président de la République française. En quelques feuillets, Paul Stehlin, vice-président de l'Assemblée nationale et du groupe parlementaire centriste, explique que le « Mirage F 1 » de Dassault ne peut prétendre rivaliser avec le « YF-16 » de General Dynamics et le « YF-17 » de Northrop pour remplacer les avions « F-104 » des armées hollandaise, belge, danoise et norvégienne (350 appareils, d'un coût total de 18 milliards).

Les intérêts français

Derrière l'agitation de circonstance, « l'indignation », la « félonie » et autres falbalas des séances parlementaires, il faut savoir gré au général député réformateur de Paris d'avoir rappelé une vérité politique d'importance que la gauche a parfois terriblement tendance à perdre de vue. A savoir que c'est par l'armée, en dépit des rodomontades à la De Gaulle ou à la Debré, que passe la liaison avec les USA, l'intégration dans le camp atlantique, la coupure des blocs et toute la politique internationale de « containment » du communisme et de défense de l'Occident, qui peut se porter, en cas de crise, en expéditions aberrantes comme le fut celle de Suez.

Là est la véritable question politique que fait surgir toute interrogation sérieuse sur les choix militaires de la France. Au lieu de cela, « nos élus » ont préféré les vertus de l'union sacrée. Pour ne pas s'exposer à se voir soupçonné de volonté subversive, Jean Kanapa, membre du Comité central du PC, saute sur l'occasion pour dénoncer « l'existence, dans la majorité présidentielle, d'un parti américain ». Rejoint par Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'UDR, qui confie à qui veut l'entendre que, si le Parti communiste s'était avisé de sortir une critique contre l'appareil français, on aurait tout de suite parlé de la main de Moscou et de Haute cour de justice. Et tel autre dignitaire gaulliste de monter à la tribune, stigmatisant, avec la grandiloquence d'usage, la démarche antifrançaise du général Stehlin. On croirait entendre Mitterrand, au Congrès de Grenoble, tancer son parti de n'avoir pas su réfléchir aux « impératifs d'une défense nationale ». Ainsi fait-on le lit de ceux qui, il y a peu, dénonçaient « une criminelle entreprise de dénigrement de l'armée » (Robert Galley, le 13 mai 1973).

Vendre tous azimuts

« Et si nous parlions un peu de la France », disait Mitterrand en mai 1974. Plus prudent, son concurrent heureux ne l'a pas suivi sur ce terrain. Car, il savait, lui, que « parler de la France », c'était reconnaître que le trafic des armements atteint une intensité inégalée. N'importe quel petit pays du Tiers-Monde veut ses blindés et ses fusées, quand ce ne sont pas des avions supersoniques et ultrasophistiqués. Or, un char de combat de 40 tonnes, le modèle le plus vendu, coûte, en ordre de marche, l'équivalent de deux cents à trois cents véhicules civils. Une division blindée, en un jour de manœuvre, consomme autant de carburant que la totalité des autobus parisiens. Un seul « Mirage III » avec son équipement électronique représente le prix d'un grand lycée ou d'un petit hôpital.

Ultrationalisme et misère vont évidemment de pair. C'est pourquoi ces équipements ruineux sont toujours bivalents, à usage interne autant qu'externe. Souvent l'usage interne prévaut. Ainsi les chars vendus par la France à l'Argentine et au Vénézuéla ne se sont jusqu'à présent couverts de gloire que contre les faubourgs ouvriers de Rosario ou de Cordoba dans un cas, contre les ranchitos de Caracas dans l'autre.

C'est cela « parler de la France », c'est décrire une politique, celle de la vente d'armes tous azimuts, de la vente sauvage, de la vente à tout prix, à tout le monde, sans une ombre de scrupule et sans hypocrisie. Mais avec quels profits !

Les chiffres sont fabuleux. En 1973, la France a livré pour 7 milliards d'armement et elle a enregistré pour 8 milliards de commandes. En 1974, on compte sur 12 milliards de commandes avec l'arrivée sur le marché de l'Egypte, de la Syrie, d'Israël — suivis forcément des voisins : Iran, Emirats du Golfe persique, de la Grèce ulcérée par l'affaire de Chypre, de la Turquie qui doit renouveler ses stocks. Quelles perspectives !

Au ministère des Finances, on rêve : 8 milliards, c'est presque le tiers du déficit de la balance commerciale française, ce sont les carnets de commande de multiples industries remplies pour trois ans, c'est 20 % des biens d'équipement vendus dans l'année, c'est 7 % du commerce extérieur français. C'est même probablement beaucoup plus que cela, car tout n'est pas comptabilisé et l'on jette, chaque fois qu'on le peut, des voiles pudiques sur les véritables chiffres. Ainsi, les cartouches et les grenades sont désignées, dans les statistiques officielles, comme « biens de consommation courante » et il n'est pas rare d'enregistrer une vente de véhicules blindés sous la rubrique « vente d'équipements civils lourds »...

Ainsi, dans ce triste jeu de mort, la France joue un des rôles les plus importants. Il lui a fallu moins de dix ans pour se hisser au premier rang des marchands d'armes, juste après les USA et l'URSS. Dans cette course aux profits à tout prix, les Dassault, Floirat, Panhard, de l'Estoile et consorts parviennent à surpasser dans l'ignoble tous leurs concurrents, y compris les Anglo-saxons ou les Allemands dont les traditions sont pourtant solides en la matière.

Par la loi des séries

Bref, nous sommes les champions de la vente mais, pour cela, il faut évidemment fabriquer soi-même des armements sophistiqués, modernes, compétitifs... donc chers, beaucoup trop chers pour le budget modeste de notre armée nationale. Une seule solution possible : baisser le prix de revient des armes en les produisant en grandes séries qu'on exportera ensuite. C'est cette loi qui explique la fantastique bataille qui se joue pour remplacer les avions de combat de quatre pays de l'OTAN. Car l'armée de l'air américaine doit, elle aussi, choisir un avion. Pas forcément celui qui lui convient le mieux, mais celui que les Européens auront choisi. Ainsi, la loi des séries jouant, pour l'équipement de l'armée de l'air US, ce sont finalement les Belges, les Hollandais, les Danois et les Norvégiens qui feront la décision.

En France aussi, les mêmes critères jouent, plus ou moins secrètement. Officiellement, on affirme que les contrats de vente d'armes ne sauraient infléchir la ligne pure de notre politique étrangère. Officieusement pourtant, en décembre dernier, la Thomson-CSF demande

au gouvernement français de se plier aux décisions de boycott de la Ligue arabe car telle est la condition mise par la Libye à l'achat d'un simple équipement radar... Que dire alors de l'utilisation des armes tactiques « Pluton » qui implique inévitablement des procédures de concertation avec les alliés ? Que dire de la nécessité de rencontrer nos clients dans l'une des six sous-commissions de l'Eurogroup, « machin » inféodé à l'OTAN ? Que dire de certaines hypothèses selon lesquelles le moment pourrait approcher où une « défense européenne » se dessinant — peut-être parce qu'on admettrait que la défense du seul territoire national n'est pas une position tenable longtemps — la France y apporterait sa dot nucléaire ?

Messieurs les députés, laissez parler le général Stehlin, car, bien involontairement sans doute, c'est tout cela qu'il nous dit. Tout cela qui devait être caché et qui éclate au grand jour. Et puis, « ce traître » nous dit encore autre chose. Il rappelle aux têtes pensantes de la gauche qui l'avait bien oublié, que nos manifestations de puissance sont impérialistes et ne peuvent absolument pas être dites nationales. Il est certes encore possible, de parler d'armée nationale dans les pays dominés — et justement parce qu'ils sont en état de libération nationale. Mais pour un pays capitaliste développé, la justification nationale disparaît et ne cherche qu'à dissimuler l'action internationale d'un Etat oppresseur, au service d'intérêts impérialistes.

Philippe Laubreaux ■

Solidaires de Jean Fournel

L'armée tolèrera-t-elle l'exercice de la démocratie en son sein ? Continuera-t-elle à être un corps étranger dans la nation en ayant ses lois et sa justice ?

L'armée sera-t-elle toujours au service du capital et de son pouvoir politique en faisant jouer aux hommes de troupe le rôle de briseurs de grève (PTT, transports publics, éboueurs...) ? Avec l'appel des Cent (qui sont aujourd'hui près de 5 000), les appelés eux-mêmes, posent le problème des droits démocratiques et des revendications matérielles et politiques : liberté d'informations matérielles et politiques : liberté d'information = droit et non récompense, suppression des brimades, etc...

Pour avoir signé cet appel et s'être déclaré solidaire des camarades arrêtés par la Sécurité Militaire, le soldat Jean Fournel, du 22 BCA Nice, passe en jugement au tribunal permanent des Forces Armées à Marseille mercredi 13 novembre à partir de 9 heures (Fort Saint Nicolas).

Pour le PSU, les jeunes appelés au service national restent des travailleurs (manuels ou intellectuels) ; ils doivent rester des citoyens à part entière. Les luttes des travailleurs dans les entreprises et celles des appelés dans les casernes ont le même adversaire : le pouvoir du capital. Avec les travailleurs le P.S.U. lutte pour le maintien de l'emploi ; avec les appelés nous exigeons la libération de FOURNEL et de ses camarades.

Bureau de la Fédération PSU des Bouches-du-Rhône ■

● Les sections CGT et CFDT de l'Hôpital St Louis ont adopté une motion exigeant la libération immédiate de Jean Fournel et de ses camarades.

Les postiers tiennent toujours après quatre semaines d'une grève active. Pour savoir où en était le climat à la base, nous nous sommes rendus dans un centre de tri, celui de Paris Nord-Est. C'est cette interview collective qu'on lira ci-dessous :

Q — Comment et sur quelles revendications a démarré la lutte dans ton centre de tri ?

R — Réunis par les organisations syndicales (50 % des postiers sont syndiqués à Paris-Est), nous avons voté la grève reconductible toute les 24 h. C'est vraiment le « ras-le-bol » qui a entraîné les gars dans l'action. Les conditions de travail sont particulièrement déplorable à la gare de l'Est. Il y a un manque d'effectifs important, le postier n'est plus jamais « au paire » (à ce jour de son boulot). Il faut dire que dans tout ça, le public, en prend un drôle de coup : 20% de notre travail sert les petits usagers (lettres, colis), 80% les grosses boîtes et les banques. C'est certain, il y a un manque d'attrait pour le travail ; en plus nous avons continuellement la hiérarchie sur le dos (3 inspecteurs-flics pour 30 postiers). En fait, nous sommes vraiment les « O.S. » de la poste. Les salaires sont presque tous de misère, à 300 / 1 400 F pour les auxiliaires et les jeunes préposés. Il faudrait aussi parler des difficultés de vie à Paris des jeunes postiers, qui pour beaucoup ont quitté « le pays », la plupart du temps le Sud-Ouest, parce qu'on n'y trouve pas de boulot. Bref ! toutes ces conditions expliquent très bien pourquoi le mouvement a pris une telle ampleur et s'est étendu aussi vite.

Q — Comment se fait la mobilisation et la participation quotidienne des travailleurs dans l'action ?

R — Il y a tous les jours des assemblées à chaque prise de service et une fois par jour une assemblée générale de toutes les brigades. Pour notre part à la C.F.D.T., nous avons proposé à l'inter-syndicale, l'idée de discuter de nos problèmes et de nos revendications en commission. Plusieurs se sont déjà réunies, sur le démantèlement, sur nos revendications (effectifs, salaires) ; une autre doit débattre

Les postiers ont déjà pris leurs affaires en mains

de la hiérarchie. Bien sûr, tout ça ne s'est pas passé sans difficultés, réticences des uns, manque de pratique de ces formes de discussions et, en plus, inadaptation des locaux.

Q — Quelle popularisation avez-vous faite auprès des travailleurs-usagers ?

R — Nous en sommes déjà au deuxième tract à destination des usagers. Tirage : plus de 40 000 exemplaires. Nous sommes intervenus sur les gares de l'Est et du Nord, mais aussi et notamment avec l'U.L.-C.F.D.T. 10ème sur les marchés du quartier : Fg St Denis et St Quentin. A chaque fois, nous formons des groupes de discussion avec les gens. C'est très important pour briser l'intox du pouvoir et développer la solidarité avec tous les travailleurs.

Q — Penses-tu que le déclenchement d'actions dans d'autres secteurs de la fonction publique puisse aider à l'aboutissement de vos revendications ?

R — En effet nos revendications sont souvent celles de la plupart des travailleurs de la fonction publique, leur entrée dans l'action doit permettre l'extension du mouvement et son renforcement. Mais nous devons sans cesse rappeler nos revendications qui sont à l'origine de la grève : augmentation des effectifs, salaire mini à 1 700 F, augmentation de 200 F pour tous. Tous unis dans l'action, nous imposerons nos revendications.



Caisse des Dépôts :

Parler aujourd'hui d'un conflit qui s'est déroulé du 25 septembre au 15 octobre apparaîtra à certains comme du « réchauffé ». Mais la nature du mouvement qui a secoué le très vénérable établissement de la rue de Lille est riche d'enseignements et peut permettre d'éclairer les lecteurs de TS sur l'état d'esprit actuel qui règne dans la fonction publique.

Le conflit de la Caisse des Dépôts a démarré sur une revendication essentielle : l'octroi d'une prime dite de « réorganisation » de 1 300 Frs. Pour les travailleurs, l'obtention de cette prime était devenue un symbole traduisant le juste dédommagement des peines supportées depuis 1968, c'est-à-dire depuis que la réorganisation administrative et l'introduction de l'informatique avaient provoqué surcroît de travail et déqualification dans la nature même du travail.

On pointe...

Au cours du premier trimestre 1974, plusieurs démarches inter-syndicales, appuyées par des assemblées générales du personnel, permettent d'entrevoir une issue positive. Mais, à la rentrée de septembre, le ministre des Finances oppose son veto au déblocage des crédits nécessaires.

Les travailleurs décident de faire grève le 25, et, à plusieurs milliers, manifestent sous les fenêtres de Fourcade, rue de Rivoli. L'entrevue qui a lieu entre les syndicats et

le chef de cabinet du ministre n'apporte aucune assurance. Le lendemain, les travailleurs réunis en assemblée générale mettent au point un plan d'action.

Ils décident notamment de tenir chaque jour une assemblée générale permanente. Ils viennent à la Caisse le matin, pointent à nouveau le soir en partant. En résumé, les travailleurs sont présents en regard des formalités administratives (pointage) mais ne travaillent pas.

Ce type de grève est nouveau et fait dire à Fourcade qui reçoit les syndicats, « votre mouvement est illégal et je ne saurais le tolérer plus longtemps ». En fait, les travailleurs ont imposé leur légalité.

mais on ne travaille pas

Ainsi, du 26 septembre au 15 octobre, les assemblées journalières fonctionnent. A chaque entrée de l'établissement, les piquets de grève dissuadent les clients d'entrer : chaque service est bloqué. Les travailleurs ont cependant décidé, dès le début de la grève, de payer les petits retraités et les pensionnés.

Durant ces trois semaines les travailleurs s'organisent ; des commissions sont créées (moyen d'action - popularisation). Chacun participe au mieux à l'action. Pendant ce temps, les négociations continuent. Le ministre cède 400 F puis 600 F, enfin 800 F.

Un prélude

Parmi le personnel il apparaît de plus en plus que la revendication sur le prime n'est pas suffisante. Le débat s'instaure début octobre, les travailleurs demandent, en plus des 1 300 Fr, l'intégration du temps de repas dans le temps de travail. Le ministre y est violemment opposé ; la Direction générale propose un compromis : un aménagement du temps de travail et la création d'une commission chargée de résoudre le problème des conditions de travail dans l'établissement. Le 14 octobre Fourcade affirme qu'il a fait des concessions maximum.

Le front syndical CGT - CFDT - FO se lézarde alors. La CGT préconise l'arrêt du mouvement. FO laisse les travailleurs libres de leur choix (en fait FO est divisé intérieurement sur les consignes à donner). La CFDT appelle à la poursuite de l'action sur des bases nouvelles, plus dures, avec élargissement des mots d'ordre.

L'A.G. du 15 octobre vote à 60 % la reprise du travail. La CFDT, à elle seule, fait 40 % sur sa position alors qu'elle est très minoritaire à la Caisse (15 % des voix en moyenne aux élections professionnelles). Pour ne pas briser le climat unitaire, elle se range à l'avis de la majorité et le travail reprend effectivement le 16 au matin.

Le rôle du PSU

Le groupe d'entreprise du PSU existe depuis quelques années.

L'apport de ses idées et de son action dans le mouvement n'a pas été négligeable.

— Sur la démocratie ouvrière : tenue d'assemblée générale du personnel journalière, souveraine au niveau des décisions.

— Sur les mots d'ordre : prime uniforme pour tous, réduction du temps de travail, contrôle sur l'outil de travail, (on bloque les secteurs clés - on paye les retraités)

— Sur l'unité populaire : maintien de l'unité inter-syndicale mais expression autonome des stratégies différentes (ligne CGT - ligne CFDT), unité à la base syndiqués - non syndiqués.

Sur d'autres points, par contre, il y a eu des lacunes : pas de comité de grève, pas de comité de soutien...

L'action des militants politiques n'est certes pas toujours facile mais, pendant le mouvement, les camarades du PSU se sont donnés au maximum, investissant toutes leurs forces dans le travail quotidien. Ils ont négligé quelque peu la réflexion politique, l'apparition du P.S.U. en tant que tel, contrairement au PC et P.S. C'est une leçon à retenir. Il est bien certain que le mouvement de la Caisse des Dépôts correspond à un malaise général dans la Fonction publique. L'action reprendra certainement bientôt et les militants PSU s'y préparent en tirant le bilan critique de leur intervention, et aussi en enregistrant, plusieurs adhésions... □



Par suite des difficultés actuelles de communication, nous avons pris une semaine de retard par rapport au calendrier prévu dans TS du 1er novembre, dans la publication des textes préparatoires au IXème Congrès.

C'est dans le prochain numéro de TS que commencera la publication des textes d'orientation (notamment un texte émanant de la DPP.) Mais nous publions, à partir de cette semaine, les premières contributions au débat, rédigées par des militants et reçues à la rédaction de TS.

Les opérations devraient, avec une semaine de décalage, suivre la progression prévue : publication le 22 novembre de textes d'orientation générale et le 29 novembre de nouvelles contributions au débat.

Nous espérons qu'avec ce schéma les Conseils Fédéraux pourront se tenir comme prévu les 7 et 8 décembre dans des conditions favorables.

IXe congrès du p.s.u. : contributions au débat

ouvrir le psu pour le dépasser

Après sept ou huit mois de débats difficiles, le IXe Congrès du PSU doit permettre de relancer notre organisation. Le IXème Congrès doit être un Congrès démystificateur, institutionnel et stratégique. Démystificateur, il doit permettre de dépasser les positions de départ d'Orléans, nécessairement simplifiées par l'enjeu du débat tel qu'il nous était présenté par le courant Chapuis-Rocard. Institutionnel, il doit permettre, d'une part de dépoussiérer les structures, et, d'autre part, d'ouvrir la voie à leur modification sérieuse afin de les mettre en accord avec la pratique. Stratégique, il doit prendre date pour permettre au parti de répondre aux échéances à venir (développement de l'unité populaire).

C'est dans cet esprit que nous présentons cette contribution au débat.

1- Au conseil national d'octobre 1974, le PSU a affirmé avec force la volonté de préserver son autonomie politique et organisationnelle. Non par un quelconque patriotisme de parti, mais parce qu'il sait qu'il constitue aujourd'hui un instrument important de la lutte des classes. Il est devenu sujet actif des luttes sociales, il commence à jouer un rôle d'intellectuel collectif capable d'offrir des perspectives au mouvement populaire, il tend à devenir un pôle de référence du courant autogestionnaire. Il affirme qu'il doit préserver ces acquis.

2- Pourtant, le PSU n'est que l'ébauche de la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin. Il doit donc tendre à se dépasser et contribuer à la construction du parti de masse nécessaire à la construction du socialisme.

Certains voient la possibilité d'un tel dépassement dans la constitution d'une force ayant pour axe le Parti Socialiste. C'est le projet de création du « Parti des socialistes », affirmé dans les Assises du Socialisme. Ce projet fait l'impasse sur les principales questions posées aujourd'hui au mouvement ouvrier :

— L'existence majoritaire dans la classe ouvrière de la stratégie d'union du peuple de France, proposée par le PCF et la CGT :

● Comment résoudre la contradiction entre la volonté de constituer des alliances allant le plus loin possible (PME, etc...) ce qui nécessite évidemment des compromis importants, et la nécessité de placer ces alliances sous la direction de la classe ouvrière ?

● Comment, par ailleurs, se situer dans la problématique du « rééquilibrage »

de la gauche ? La stratégie du PS traduit, en fait, l'adhésion à l'idée d'une « gauche non communiste », définie négativement et censée prendre un poids équivalent au PCF, à un moment où nous affirmons au contraire qu'une troisième voie, celle du socialisme autogestionnaire, est aujourd'hui indispensable au sein de l'unité populaire.

— La volonté de la direction social-démocrate du PS de transformer celui-ci en un parti multiforme, allant des gauchistes jusqu'aux modernistes libéraux, outil axé prioritairement sur la préparation des présidentielles.

— Le fait que, dans la période de crise que nous vivons, se réaffirme la primauté des luttes dans le secteur de la production, comportant l'intervention de nouvelles couches sociales (jeunes, chrétiens radicalisés...) ; cela ne signifiant du reste pas que la lutte sur les « fronts secondaires » (écologie, minorités nationales etc...) ait perdu de son importance politique.

— L'existence au sein du mouvement ouvrier du syndicalisme révolutionnaire (principalement au sein de la CFDT), qui pose la question de la liaison parti-syndicat de façon originale, car le syndicat prend largement en charge le dépassement de l'action syndicale en lui donnant une dimension politique ; il faut donc inventer des liens nouveaux parti-syndicat, et non se contenter de la réponse classique « au parti son syndicat, au syndicat son parti ».

La transformation du PS en un vaste parti multiforme à visée présidentielle, fédérant des notables, des adhérents passifs venus sur le nom de F. Mitterrand et des groupes militants à l'intervention la plus diversifiée, permettra certes à celui-ci de tenir souvent un langage plus « à gauche », voire un langage autogestionnaire. Mais elle interdit, dans la période présente, toute véritable mutation des forces ainsi fédérées, en ce qu'elle suppose absolument leur cohabitation, et non leur dépassement. Le Parti des socialistes peut, à la rigueur, devenir une authentique organisation social-démocrate, disposant d'un relais organique avec le monde du travail, il ne peut être l'ébauche de la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin.

Par ailleurs, refusant de fonder l'action socialiste sur les objectifs concrets pour lesquels lutte la classe ouvrière, et sur les modifications immédiates de la propriété sociale, les modernistes du PS (et une partie de ceux des camarades du

PSU qui s'apprentent à les rejoindre) la fondent sur un projet de société d'une approche étonnamment proudhonienne. Les récents articles de Michel Rocard font craindre, de ce point de vue que, s'écartant d'une stratégie de classe s'attaquant frontalement aux structures même de la société capitaliste, on en vienne à une politique d'aménagement et de nationalisation. La volonté d'introduire plus de justice sociale et moins de gaspillage économique ne saurait se substituer à une stratégie visant à une modification fondamentale des rapports sociaux de production. Il faut ici prendre garde de surcroît aux importantes capacités qu'a la bourgeoisie industrielle moderne de récupérer ce type de « socialisme ».

Il reste que la question du PS se pose pour nous de façon spécifique, et cela pour trois raisons : il risque d'occuper sur la scène politique l'espace du socialisme autogestionnaire ; il attire à lui des militants qui sont potentiellement partie intégrante de la force que nous voulons construire ; il entretient des relations privilégiées avec la direction de la CFDT. Donc, même si, sur certains points (nationalisations, Palestine, atlantisme), nos positions (et donc les possibilités d'action communes) sont à l'évidence plus proches de celles du PCF, nous devons continuer la confrontation avec les camarades du PS et développer toutes les possibilités de pratique commune qui la favoriseront — spécialement là où la nature locale du PS le permettra.

Tout aussi illusoire serait une solution d'extrême gauche du type de celles auxquelles nous ont habitué les organisations révolutionnaires patentées. Bien sûr, il ne faut pas négliger l'apport extrêmement important au point de vue idéologique, moyens de lutte etc... de l'extrême gauche, et nous devons continuer à avoir des actions communes avec tous les militants et toutes les organisations qui le désirent. L'échec organisationnel complet de l'extrême-gauche et la crise que celle-ci traverse montrent que la construction du parti révolutionnaire par la fusion de différentes organisations d'extrême gauche n'est plus à l'ordre du jour. Et si certaines organisations ou militants de ces organisations veulent se regrouper dans le PSU, ce n'est possible que sur les bases actuelles politiques et organisationnelles du PSU. Il ne peut donc s'agir que d'adhésions individuelles.

Le principal danger serait que le PSU reprenne lui-même, et pour son propre compte, les erreurs dans lesquelles sont tombés nos camarades d'extrême gauche : priorité absolue des luttes, seules supposées révolutionnaires, par rapport à toutes les autres formes d'action politique, sous-estimation de l'intervention sur la scène politique institutionnelle, et en particulier les élections, considérées uniquement comme tribune d'explication, volonté de construire le syndicat révolutionnaire face à la CGT et à la CFDT réformistes, pratique de la fraction... On peut même se demander si ce danger n'apparaît pas en filigrane dans le projet d'institut proposé par les ca-

marades de Besançon. Retomber dans ces errements serait aller à l'encontre même de la politique d'unité populaire que nous voulons mettre en œuvre. Celle-ci repose sur l'affirmation de notre part d'une stratégie autonome, mais aussi sur la prise en compte des organisations politiques et syndicales de gauche, de leurs stratégies et de la conscience des travailleurs, telles qu'elles sont et non pas telles que nous les souhaitons.

Le dépassement du PSU passe par sa capacité à être partie intégrante du mouvement populaire et à lui offrir des perspectives.

Pour cela, il lui faut donc se renforcer, en en finissant avec une conception sectaire, activiste et initiatrice de notre organisation. Le PSU doit s'ouvrir à tous ceux et toutes celles qui, quelles que soient leurs possibilités militantes, sont en accord avec son projet. Cet effort permettra de mieux lier le PSU à la réalité sociale, et de dégager des moyens militants et financiers. Le recrutement doit être une des priorités de l'action des sections et fédérations.

Mais la nature de notre organisation est largement un obstacle à son développement : structures pas assez diversifiées, trop lourdes et trop propagandistes. Nous devons donc inventer des structures qui permettent :

- d'intervenir sur tous les terrains de la lutte des classes (groupes et secteurs),
- de coordonner l'action et de lui donner toute sa dimension politique (sections et régions),
- d'assurer le contrôle des militants sur l'orientation et les décisions (révocabilité des responsables, délégués des sections ou des fédérations dans les directions fédérales ou nationales),
- de promouvoir la prise en charge de responsabilités à tous les niveaux par les travailleurs,
- de permettre réellement aux militantes un accès aux responsabilités qui soit plus conforme à la place qu'elles occupent à la base du parti ;
- d'avoir des débats clairs et démocratiques (transformation de la procédure des congrès et conseils), abandon des mécanismes hérités d'une tradition social-démocrate.

Mais le renforcement du PSU n'est qu'un élément facilitant son dépassement. Il doit en même temps accentuer sa présence dans la lutte, son insertion dans l'unité populaire et sa capacité à donner des réponses à toute cette part du mouvement ouvrier qui cherche confusément un débouché révolutionnaire à ses luttes.

Cela suppose d'abord le renforcement de l'unité d'action avec toutes les forces populaires, la concrétisation de la pratique à la base dans des accords nationaux fixant non seulement des objectifs de lutte, mais des orientations plus larges, y compris électorales.



Dans son histoire récente, le PSU a posé cette question de la manière suivante : non à l'union de la gauche telle qu'elle s'incarnait dans le Programme commun, oui à l'unité populaire telle qu'elle s'affirmait dans les luttes. Se rendant bien compte de cette contradiction (le mouvement populaire voyait dans l'union de la gauche une issue) et essayant de la dépasser, le PSU a proposé, en novembre 1973, le pacte d'unité d'action anti-capitaliste permettant tout à la fois de développer la pratique révolutionnaire du PSU et d'affirmer l'unité d'action avec les forces réformistes face à l'adversaire commun, le capitalisme.

Pourtant, cette réponse n'est qu'un dépassement apparent, car elle ne pose la question ni de la stratégie électorale (unité ou autonomie), ni du gouvernement (participation ou non). Dans la première échéance concrète à laquelle nous avons été confrontés (les présidentielles), elles sont immédiatement apparues : le PSU a affirmé que le développement de l'unité populaire passait par l'unité électorale ; la défaite de la gauche n'a pas permis de donner réponse à la deuxième question.

Il faut donc nous interroger sur deux problèmes : l'unité d'action avec les réformistes sur des objectifs de lutte n'inclue-t-elle pas aussi l'unité électorale et gouvernementale ? Peut-elle se mener de pair avec le renforcement de la pratique révolutionnaire du parti ?

Pour notre part, nous pensons qu'il faut répondre que la nécessité du développement de l'unité populaire implique l'unité d'action et l'unité électorale avec les forces réformistes, elle implique également la participation au gouvernement dans la mesure où les circonstances apparaîtraient favorables. Elle implique tout autant que le PSU et le courant qu'il représente développent leur intervention dans les luttes afin de renforcer leur poids dans l'unité conclue et développer leur autonomie. Ainsi, s'appuyant sur la dynamique sociale et essayant de l'accélérer, le PSU pourra lui permettre d'effectuer les mutations politiques nécessaires pour dépasser l'horizon borné du réformisme et s'engager dans la voie révolutionnaire.

En conséquence, le développement

de l'unité populaire est indissolublement lié au renforcement de l'autonomie politique et pratique du PSU, et passe donc dans sa capacité, à partir du mouvement réel des forces sociales, à créer un mouvement large pour le contrôle et l'autogestion socialistes.

Il le fera d'abord par une intervention active dans les luttes sociales, d'autant que la situation actuelle du capitalisme impose la priorité à la bataille sociale. Il faut offrir des axes de mobilisation, créer des moyens de coordination et des lieux de débat.

Il le fera aussi en rassemblant de la façon la plus large les forces intégrées dans ces luttes, en procédant à des confrontations et à des bilans. Ainsi, sur le terrain, pourra se forger le courant autogestionnaire qui apparaîtra comme le mieux à même de répondre aux questions politiques surgissant des luttes sociales. Cette pratique permettra, en outre, d'éviter la rupture avec les courants d'extrême-gauche, souvent inorganisés, qui peuvent apporter une force importante à l'unité populaire.

Ces confrontations devraient se faire sur un terrain plus large que les entreprises (quartiers, branches industrielles, régions), afin de permettre de poser en termes neufs la liaison cadre de vie travail - cadre de vie hors travail. Il sera possible de construire des axes d'intervention unifiant ce qui est apparemment séparé, production et cadre de vie. Car la question est bien d'articuler les revendications sur l'emploi et les salaires avec celles sur les prix, les loyers, les conditions de vie etc... afin de ne laisser aucune possibilité au capitalisme de récupérer ici ce qu'il concède là.

Ainsi seulement le PSU créera la possibilité de s'intégrer dans l'unité des organisations de gauche en disposant d'un poids politique plus grand, en évitant le risque tant de l'intégration que de la marginalisation.

André Barjonet (Secrétaire National), Guy David (SF 61), Jacques Galaup (SF 22), Pascal Gollet (RP, DPP), Gilbert Hercet (RP, DPP), Jean-Claude Hubi (95), Bernard Nectoux (44, DPP), Bertrand Verdier (Midi-Pyrénées, DPP) ■

de quel programme le psu a-t-il besoin ?

Nous sommes dans une société capitaliste, nous voulons construire une société socialiste pour déboucher sur une société communiste.

La classe ouvrière est l'agent principal et moteur de cette construction.

Cette construction se prépare dans les luttes d'aujourd'hui, mais elle ne com-

mencera vraiment qu'après la prise du pouvoir par les travailleurs.

Les P.S.U. est un intellectuel collectif actif parmi les travailleurs et donc partie prenante de leur combat. Il doit posséder pour toutes les avancées vers le communisme des éléments qui lui permette de participer à l'offensive contre le capitalisme et à la construction du socialisme.

Une simplification mécaniste pourrait mener à définir un programme d'action pour aujourd'hui, un programme de transition et un projet de société. Le P.C. y ajouterait, pour son étape de démocratie avancée, un programme de gouvernement pour une législature.

Mais nous n'écrivons pas un scénario de cinéma. En réalité, les luttes d'aujourd'hui sont liées à la société à construire. La prise du pouvoir n'est pas une action de commando ; elle dure longtemps ; elle commence aujourd'hui et se continuera après le moment où le rapport de force basculera en faveur des travailleurs. De plus ce pouvoir est à définir ; par exemple, la gauche au pouvoir ne signifie pas le pouvoir aux travailleurs.

A chaque moment, les mesures à imposer, les changements à effectuer dépendent de la situation des rapports de force, de la mobilisation des masses et de leur créativité autant que du programme que l'on a prévu.

Le programme du P.S.U. ne sera pas un catalogue pour la réalisation duquel nous demanderions la confiance des travailleurs. Ce seront les travailleurs eux-mêmes, en lien avec le pôle révolutionnaire qui le mettront en œuvre. Nous

ne mettrons pas les travailleurs en position d'assistés qui attendent que le gouvernement résolve les problèmes, que des « hommes politiques » décident de la marche de la société.

Le programme précisera les rapports entre les luttes, les « contre-pouvoirs », les institutions, la légalité, le pôle révolutionnaire etc... Il précisera les conditions des alliances d'organisation et des alliances de classes.

Le programme du P.S.U. sera un programme socialiste, car tout de suite dès que le rapport de forces le permet, il faut une rupture avec le capitalisme et changer l'orientation de la société. Nous ne laisserons pas une législature à la bourgeoisie pour préparer un nouveau Chili. Nous n'attendrons pas pour commencer à chagner les rapports de production, les rapports sociaux...

Ces quelques réflexions n'ont pour but que de préciser dans quel sens le programme du P.S.U., dont le nom reste à déterminer peut être bâti, être un instrument de lutte et vivre avec les avancées du mouvement révolutionnaire.

Rochebrune (Tours), Martinain (71), Couveignes (18) ■

autonomie du psu et « dynamique des assises »



Ce texte a été élaboré par des militants de la fédération du Rhône qui s'étaient répartis lors du Conseil national d'Orléans sur les textes I, II et III.

Pourquoi ce texte ?

11. Le refus de diviser arbitrairement les militants du PSU

Chaque militant du PSU sait bien aujourd'hui que son parti se trouve dans la situation la plus grave qu'il ait connu

depuis sa création. De nombreuses déclarations, des initiatives nationales, volontaire ou non, (ex. rupture dans la préparation des Assises pour le Socialisme) vont dans le sens d'une rupture définitive au sein du PSU, d'une scission déterminante, ce qui signifierait la fin du rôle qu'ont pu jouer les militants PSU en tant que force collective et unifiée.

Ce danger est ressenti par toutes les fédérations, parce qu'il existe pour toutes, même pour celles — et c'est la majorité — où les camarades se retrouvent unis dans la pratique politique quotidienne, quel que soit le texte qu'ils aient voté avant le Conseil national. Ces militants peuvent alors à bon droit se demander pourquoi ils pourraient se retrouver séparés d'ici la fin de l'année, au nom de quelles réalités politiques. C'est le cas dans la fédération du Rhône par exemple, où les militants, séparés sur les 3 textes lors du Conseil national d'Orléans (1), se sont retrouvés unifiés dans leur pratique, y compris dans la préparation des Assises départementales, et y compris dans l'attitude par rapport au PS.

Ce texte est donc d'abord l'expression de l'interrogation de militants d'une fédération (2), qui n'accepteront des

ruptures politiques que si elles sont clairement fondées sur des analyses politiques suffisamment divergentes pour que la poursuite d'un travail commun, dans des formes organisationnelles communes, n'ait plus de sens. Il leur semble que pour l'instant ce n'est nullement le cas. Ce texte est une contribution à la préparation d'un débat clair. Et il ne peut y avoir de débat clair que si les militants s'expriment sur les problèmes politiques en dehors de clivages déjà faits dans les milieux politiques dirigeants, en dehors de rupture pré-établies.

12. La nécessité du Congrès de décembre : déterminer une ligne politique pour les mois qui viennent :

Il nous faut bien constater que, pour diverses raisons (3), le Conseil d'Orléans n'a pas dégagé de ligne politique claire pour l'avenir proche du parti. Ce Conseil a été, sur le fond, un Conseil de refus. Double refus de lignes jugées opportuniste ou sectaire.

Premier refus, celui de la liquidation rapide du PSU, au profit d'une opération dont le contenu et les résultats semblaient flous et incertains : la conquête du PS, dans une rapide opération de commando.



Deuxième refus, celui de la marginalisation : chacun des textes a dû affirmer la nécessité du « dépassement » du PSU, car il n'est plus guère de militants qui ne soient conscients de la faiblesse de l'organisation PSU par rapport à notre force politique profonde (capacité d'analyse, insertion dans les luttes, projet politique) et par rapport à nos ambitions. La motion sur les assises, dite « motion Berthier », la seule à avoir été votée à 95 % des mandats, exprimait ce désir profond d'ouverture, fondé sur une analyse réaliste de la situation.

Mais ce double refus ne constitue pas une ligne politique. Cette ligne n'a pu être définie à Orléans, où la question de la direction du parti a été la question déterminante. Les regrets ne servent à rien. Il faut maintenant faire un Congrès qui soit un Congrès Politique, où les questions de direction ne soient que déterminées et non déterminantes.

Note 1 : Ils reconnaissent d'ailleurs n'avoir pas totalement saisi toute la portée politique de leurs votes à ce moment, et n'avoir pas suffisamment préparé en conséquence ce Conseil, en bref, avoir trop « fait confiance ». Ce ne sera pas le cas du Congrès.

Note 2 : Des militants ayant voté les 3 textes pour le Conseil d'Orléans se retrouvent sur cette position. Ils savent que c'est le cas également dans nombre d'autres fédérations.

Note 3 : Raisons sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Il est clair que les responsabilités de la mauvaise tenue du Conseil d'Orléans sont largement partagées.

les lignes politiques que nous repoussons

Il convient d'abord de préciser, à la suite du Conseil d'Orléans, ce que nous ne voulons pas. En effet, au-delà des textes eux-mêmes, il existe des tentations aujourd'hui pour le PSU, que les textes expriment souvent imparfaitement (pour des raisons « électorales » au sein du parti, ou plus simplement parce que les contradictions internes du parti trouvent forcément leur place dans un texte de Congrès).

21. La ligne opportuniste :

Une première ligne que nous refusons est celle de la liquidation du PSU en tant qu'instrument collectif de combat révolutionnaire. Quel est le contenu de cette ligne ? Les réalités externes au PSU sont aujourd'hui prioritaires. La première chose à prendre en compte, c'est la demande formulée par la Troisième composante, c'est la possibilité de faire correspondre enfin les possibilités politiques qu'a exprimées le PSU avec une organisation efficace dans le champ politique : le PS — En conséquence, il faut tout miser sur l'opération « Parti des Socialistes » et accepter dès aujourd'hui la rupture politique interne au PSU, qui s'est révélée nécessaire après le Conseil d'Orléans.

Cette ligne, nous la critiquons parce qu'elle est idéaliste. Elle sous-évalue une force politique réelle (réelle parce qu'elle a démontré son existence au cours des 14 ans de luttes), la force politique collective que représentent les militants PSU, qu'ils ont constituée dans le combat contre la guerre d'Algérie, dans les luttes révolutionnaires de mai 68, dans les luttes de classe nouvelles d'après 68, sur les terrains économiques (Joint Français, Lip...), idéologique (école, immigrés, armée, femmes...) et politique (Manifeste de Toulouse, Congrès de Paris sur l'Unité Populaire). Elle surévalue, en acceptant de bon cœur la cassure de cet instrument politique, la force des idées justes. Elle surévalue à priori les possibilités offertes par

une organisation (le PS) qui n'a pour l'instant fait ses preuves que sur le terrain ambigu de la réussite électorale, et sur le terrain de la gestion municipale conservatrice. Elle surévalue la force opérationnelle d'un ensemble de militants non organisés (1), mais préparés aux luttes politiques, la 3^{ème} composante. Les risques encourus par l'application de cette ligne sont donc énormes. Bien plus, rien n'a été fait pour préparer les militants à affronter ces risques. Une ligne qui, allègrement, demande d'investir. Le PS à Besançon en acceptant en contrepartie de liquider la section PSU de Lip, ne peut-être une ligne juste. Une ligne qui choisit l'organisation du maire Minjoz, en acceptant de se séparer de Piaget ne peut être une ligne efficace. Ce n'est pas faire du basisme et du populisme que de le constater. Car cet exemple n'est nullement isolé, il exprime une réalité sociale et politique, profonde.

22. La ligne sectaire :

A la ligne idéaliste de droite (c'est-à-dire opportuniste) correspond une ligne idéaliste de gauche (c'est-à-dire sectaire), tout aussi irrecevable.

Cette ligne repose sur une analyse fautive de la situation. Elle sous-estime fortement la question de la CFDT, et l'évolution considérable qui a consisté pour cette centrale, à appuyer nettement la candidature Mitterrand aux présidentielles, et ensuite, à s'engager, majoritairement dans l'opération « 3^e composante » (2). Elle sous-estime les possibilités offertes par le relatif renouvellement de la base du PS. Elle sous-estime en conséquence l'intérêt majeur de la dynamique des Assises, en en faisant une simple opération tactique de la social-démocratie et du tandem Mauroy-Mitterrand. Elle surestime les capacités des « idées justes » d'un PSU capable dès lors de se renforcer sans problème (et les fédérations savent combien cet espoir se heurte aux réalités). Elle aboutit, dans les faits, soit à faire du PSU un groupe autogestionnaire sans prise sur la réalité, soit un lieu possible de rassemblement de l'extrême-gauche (du type du projet de Politique Hebdo), peut-être plus fort dans les luttes mais sans perspectives quant à la prise du pouvoir. L'examen de la situation réelle sur le terrain principal aujourd'hui, celui des entreprises, le montre assez.

23. Nous refusons donc l'idéalisme de droite et de gauche

Ces deux lignes, également idéalistes, sont en relation dialectique. Elles se renforcent visiblement l'une l'autre. L'opportunisme donne les meilleurs arguments au sectarisme. L'illusion sectaire pousse les militants conscients des réalités du terrain vers une position efficace de courte vue et, en fait, opportuniste (c'est-à-dire inefficace à moyen terme du point de vue de la révolution).

Mais heureusement l'expérience pratique et l'enracinement des militants PSU est déjà suffisamment riche pour qu'ils ne tombent pas dans des illusions contraires.

Ceci est si vrai qu'aucun texte ne peut reprendre aujourd'hui clairement les lignes décrites plus haut. Il n'empêche que c'est en les définissant nettement, pour les condamner nettement, que le Congrès pourra clairement définir une ligne politique. Nul doute que ce ne soit avec une énorme majorité, avec la participation de la plupart des camarades, quelque soit le texte qu'ils aient voté à Orléans.

Note 1 : En prétendant réalistes les luttes institutionnelles (ce qui est nécessaire), elle ne définit plus la lutte politique, que dans des termes d'efficacité électorale.

Note 2 : La 3^e composante n'est plus alors décrite qu'en termes négatifs (« liquidateurs du CLAS, adversaires de l'autonomie syndicale au profit de la social-démocratie... »)

la situation et les conséquences pour les militants psu

31. La question du pouvoir est posée par les révolutionnaires.

La crise du capitalisme s'accroît d'une cadence imprévue, et s'approfondit en gagnant tous les domaines de la vie sociale, nationale et internationale. Plus que jamais, plus qu'en mai 68 encore, la question du pouvoir est posée par les révolutionnaires. Il faut s'y préparer sans attendre. Il convient cependant de bien voir que les formes concrètes de la rupture politique ne sont pas déterminées à l'avance : des élections peuvent servir de détonateur, ou bien une vague importante de conflits (du type mai 68), ou bien encore une situation plus complexe réunissant ces deux formes. Il ne peut donc être question de déterminer une ligne en fonction d'une seule hypothèse.

La situation française est particulièrement favorable aux révolutionnaires, comme le montrent :

— L'extension de la crise de la société à l'ensemble des terrains, économique (inflation, chômage), idéologique (école, armée, alliances internationales, famille, modèle de croissance) politique (ex. rupture relative à l'intérieur des forces politiques de droite).

— La poussée des luttes populaires sur tous ces terrains, et par exemple sur le terrain politique (ex. élections présidentielles).

— L'absence de tradition bien implantée de social-démocratie (c'est-à-dire de gestion ouvrière de crise capitaliste).

— La politique passée de relative autonomie menée par la bourgeoisie française vis-à-vis de l'impérialisme américain (gaullisme).

32. La nécessité de l'offensive politique :

Dans ce cadre, trois nécessités apparaissent aux militants, et sont affirmées par l'ensemble du parti :

— Renforcer le courant autogestionnaire, qui traduit politiquement le sens profond (formes et contenus) des luttes menées sur les divers terrains, qui offre seul une perspective politique à la fois crédible et souhaitable, capable de réaliser un large consensus populaire pour le passage au socialisme.

— Renforcer l'unité populaire (ce qui implique, comme l'a montré le Conseil de Paris de 1973, à la fois l'unité des organisations syndicales politiques et de masse, dans le respect de leur spécificité, et aussi des organisations existantes, en même temps que celles des forces sociales en lutte).

— Rendre hégémonique à terme le courant autogestionnaire dans l'Unité Populaire. Seule cette hégémonie, à l'intérieur de l'Unité, peut la fortifier suffisamment pour faire triompher les forces populaires. Mais réciproquement, seule cette insertion dans l'unité peut donner toute sa force au courant autogestionnaire (1).

Ces objectifs ambitieux, à la mesure de la situation, demandent donc une grande hardiesse dans les propositions, à condition de savoir apprécier justement les réalités.

Note 1 : Une question importante reste à régler : celle de la participation, ou non, au gouvernement. Seule une pratique plus intense de l'Unité populaire, ainsi qu'une réflexion théorique sur cette pratique, peut nous permettre de répondre à cette question, qui reste donc posée, mais ne peut être résolue pour l'instant.

des propositions

41. Leurs sens général :

Les propositions que nous faisons pour les militants PSU, dans les mois qui viennent, résultent de ces considérations.

Elles s'organisent autour de quatre axes :

— le maintien de l'autonomie politique du PSU dans l'horizon politique qui est le nôtre (c'est-à-dire l'année 75)

— l'insertion accélérée dans l'Unité Populaire et le renforcement de cette unité.

— la prise en compte de la « dynamique des Assises ».

— la perspective du dépassement organisationnel du PSU.

Ces propositions n'ont pas d'autre ambition, en fonction d'une ligne stratégique définie par le Manifeste de Toulouse, par le Conseil de Paris sur l'Unité Populaire et rappelée brièvement plus haut, que de définir ce qui est tactiquement possible dans les mois qui viennent. Au-delà, il conviendra de refaire le point sur les résultats acquis, et sur les nouvelles perspectives dégagées.

42. L'insertion plus forte dans l'unité Populaire

S'insérer plus fortement dans l'Unité Populaire, cela signifie à la fois prendre les organisations telles qu'elles sont, et vouloir transformer la nature de cette Unité (Conseil de Paris). La construction de l'hégémonie du courant autogestionnaire dans cette Unité ne peut se faire que si nous menons en même temps deux offensives complémentaires.

Renforcer l'unité d'action avec les organisations, notamment le PCF, en essayant de l'élargir aux organisations non politiques ; cette confrontation pratique permettra seule de faire la différence entre notre propre projet autogestionnaire et ceux du réformisme et/ou du socialisme d'Etat. Le Pacte d'Unité d'Action Anti-Capitaliste est donc plus que jamais à l'ordre du jour. A partir de cette confrontation pourront être réalisées les conditions de la conclusion d'une alliance politique plus ambitieuse (c'est-à-dire comportant les problèmes de la transition, y compris les problèmes gouvernementaux).

Renforcer l'unité populaire dans et autour des luttes, notamment sur le terrain des entreprises, en rassemblant, de la façon la plus large les forces intégrées dans ces luttes, en procédant à une confrontation commune des bilans. Par exemple, la proposition, faite à Besançon, d'un Institut ouvrier pour le développement des pratiques collectives, nous paraît particulièrement intéressante. Ainsi, au sein de l'unité des organisations, pourra se renforcer sur le terrain, le courant autogestionnaire. En particulier, pourra être évitée la rupture avec les courants non sectaires de l'extrême-gauche, souvent inorganisés, qui peuvent apporter à l'Unité Populaire un poids pratique et théorique appréciable, et sans lesquels toute coalition de gauche risque constamment de retomber dans les ornières électoralistes et réformistes.

Ces deux démarches sont complémentaires, inséparables. Par ailleurs elles ont des implications sur nos autres propositions. Il n'est pas pensable :

De vouloir s'intégrer plus fortement dans l'unité des organisations de gauche sans disposer d'un poids politique plus grand. Sinon, nous serions soit rapidement rejetés, soit rapidement intégrés. L'isolement du PSU, son refus de répondre aux demandes formulées par la CFDT et la 3^e composante seraient contradictoires avec cette volonté d'unité.

D'accepter aujourd'hui une disparition de notre autonomie politique qui



nous conduirait à un alignement rapide sur les positions dominantes dans la coalition de gauche (perspective Programme Commun à la fois sur les luttes d'aujourd'hui, sur la question de la transition, et sur le projet de socialisme).

43. Le maintien de l'autonomie politique du PSU :

Que signifie le « maintien de l'autonomie politique du PSU » ? Ceci ne signifie nullement le repli sur soi, la volonté de « se renforcer » ou de « se construire » en vase clos. Mais ceci signifie que, dans une période où le PSU doit s'ouvrir sur l'extérieur, faire les propositions conduisant éventuellement à un dépassement de son organisation, il doit en même temps garder toute liberté pour conduire lucidement sa politique, pour faire les propositions adéquates à l'évolution de la situation (dans le système capitaliste, dans la gauche, dans les forces socialistes), pour tirer les bilans nécessaires à la continuation de l'action.

En effet, des risques importants existent que nous essayons des échecs dans la lutte difficile que nous engageons contre la social-démocratie, et que nous soyons donc amenés à réviser certains objectifs tactiques. Il faut bien ici affirmer certaines vérités trop vite oubliées dans l'euphorie de succès partiels (exemple : Assises).

La social-démocratie peut exister en France. Le réformisme bourgeois, du type Giscard, n'exclut pas un réformisme de « gauche », toute l'analyse du champ politique de l'Europe du Nord le prouve. Cette social-démocratie peut même, éventuellement, se construire avec la bénédiction du PCF, sur la base du compromis historique à la mode Marchais (Union du Peuple de France) (1). Bien plus, cette social-démocratie ne peut se construire avec les seules forces actuelles du PS : Il faut encore qu'elle canalise l'important mouvement de contestation « radicale » existant dans notre pays, qu'elle réussisse donc sur le terrain des entreprises en particulier à digérer les forces que rassemblent en partie la CFDT et le PSU. Autrement dit, le PSU et la social-démocratie, aux objectifs antagoniques se rencontrent sur un terrain commun, celui du « remodelage » du mouvement ouvrier. Il s'agit non pas d'une victoire assurée, mais d'une lutte incertaine. Nous ne pouvons nous y engager que si nous sommes conscients de cet enjeu.

Ceci a des conséquences importantes.

Tout d'abord, la force que représente le collectif des militants PSU est nécessaire dans la réussite de notre politique. En 14 ans de luttes dures, rien d'autre n'a pu être constitué. Quel autre force politique pourrait la remplacer ? Nous avons besoin de tous ces militants aguerris dans la pratique et formés par leur réflexion commune. Toute ligne qui se résignerait aujourd'hui à se priver de cet instrument prouverait par là-même son inadéquation aux réalités politiques.

Ensuite, ceci signifie, pour les mois qui viennent, que nos propositions à nos partenaires permettent le maintien de cette autonomie politique.

Le PSU continue d'exister, il garde les moyens de procéder à sa propre analyse des événements, de faire les propositions qu'il juge nécessaires à ses partenaires, de prendre ses propres initiatives vis-à-vis des travailleurs de tirer les bilans des actions engagées. En particulier, il ne saurait être question, dans l'état actuel des rapports de force, de perdre notre autonomie sur les questions de politique internationale (dont l'importance est de plus en plus décisive) : exemple : impérialisme US, Europe, Palestine, Otan, travailleurs immigrés...). De même, la question de l'alliance avec le PCF ne peut être un domaine où notre indépendance soit aliénée : le combat dans la pratique comme dans la confrontation théorique et dans les négociations nationales contre la logique du Programme Commun, doit continuer à se mener.

44. Le développement de la dynamique des Assises :

Le refus de la marginalisation, volontaire ou non, implique une appréciation globalement positive sur ce qu'ont été les Assises, et surtout une participation à la dynamique qui les sous-tend pour nombre de militants.

Certaines propositions d'ouverture sont aujourd'hui illusoire. Par exemple, celle qui consiste à vouloir simplement continuer l'expérience du CLAS, à construire le MAS. Nous savons bien que le CLAS n'a été qu'un pis-aller dans notre volonté d'élargissement, car il ne réglait pas la question de l'enjeu principal, c'est-à-dire celui de la CFDT. Ce pis-aller est lui-même aujourd'hui détruit par l'essentiel des forces qui y participaient, ou auraient pu y participer (à l'exception de l'AMR).

En effet, la question centrale est celle de la CFDT, de l'engagement politique des militants dont la pratique quotidienne est en bonne partie symbolisée par l'orientation de cette centrale. La solution n'est évidemment pas celle de la pêche à la ligne. Faute de mieux, nous l'avons tenté pendant 14 ans. Globalement nous avons échoué.

La solution est l'engagement collectif sur le plan politique du courant représenté par la CFDT. Or cet engagement s'est défini après les présidentielles de 74 : Il se place dans un espace politique défini organisationnellement par la fourchette PS-PSU. Ceci est un point capital. Et nous n'en sommes pas maître. En face de cet engagement, nous ne trouvons que des positions de droite (autonomie syndicale façon Declercq), ou une opposition de gauche sans proposition politique alternative. Hacuitex ne relancera pas le CLAS.

Ceci signifie que l'enjeu principal, la CFDT, pose la question du PS de façon spécifique. Les assises n'ont pas à être un colloque de Grenoble-bis, mais un élément dans une dynamique. Cette dynamique est constituée par la lutte entre le courant autogestionnaire et la social-démocratie, l'enjeu étant la force sociale qui s'est révélée et construite dans les conflits depuis 68, et qui est symbolisée par la CFDT.

Le PSU doit donc affirmer clairement, dès aujourd'hui, sa volonté de se situer « dans la dynamique des Assises ». Ceci signifie qu'il accepte la confrontation, dans une pratique et une réflexion commune, avec le PS et les nombreux militants qui ont signé ou se sentent concernés par le texte de l'Appel. Cette confrontation, qui doit sur le terrain des luttes et du débat, faire avancer la construction d'une grande force socialiste pour l'autogestion, a forcément des aspects organisationnels. Nier cette nécessité ; c'est refuser de répondre à la demande des militants aujourd'hui inorganisés, c'est les jeter dans les bras du PS tel qu'il est, c'est choisir la marginalisation pour le PSU.

Quels types de propositions peuvent être faites par le parti ? Nous avouons ne pas être en possession de tous les éléments nous permettant de répondre à cette question (notamment parce que nous n'avons que peu rencontré les militants du PS pour l'instant...). Il revient au parti dans son ensemble de mener cette réflexion, et notamment avant le Congrès de décembre.

Néanmoins, les propositions suivantes paraissent pouvoir être faites très vite :

— création de secteurs communs aux trois composantes pour l'intervention militante : entreprises, cadre de vie, femmes, immigrés, école, culture, information... C'est là la réponse centrale à l'appel de nos camarades de la 3ème composante.

— poursuivre du débat stratégique, de la façon la plus décentralisée possible. Ceci peut se faire à la fois à partir de la pratique commune, et de la discussion sur le texte issu des Assises, qui constitue un texte de travail pour le parti. Ceci implique que soit mise sur pied des structures de rencontre (quartiers, entreprises) qui permettent le débat. De même, la formation pourrait utilement faire l'objet d'initiatives communes, tant au niveau central (exemple : journal théorique commun permettant une libre confrontation) qu'au niveau local (actions communes de formation). Ce terrain nous est éminemment favorable.

45. La perspective du dépassement organisationnel du PSU :

Ces diverses propositions ne peuvent évidemment qu'avoir une durée de vie limitée. Il faudra bien que d'ici quelque temps, le parti fasse un bilan de cette politique, en tire des conclusions organisationnelles et politiques, y compris sa remise en cause éventuelle, y compris donc la création éventuelle d'une organisation nouvelle. Mais il est aujourd'hui impossible d'en préjuger, avant qu'ait eu lieu l'épreuve des faits. Un Congrès à la fin de l'année 75, permettrait sans doute de répondre à ces questions.

Cette perspective nous paraît répondre aux diverses nécessités de l'heure :

— refus de l'impasse que constitue la volonté de création d'un parti révolutionnaire de l'autogestion (à partir, en fait, d'une partie du PSU et de l'AMR)

— prise en compte de la nécessité de la dynamique d'élargissement et d'ouverture, impliquée par les Assises.

— propositions souples au niveau organisationnel, qui permettent de limiter les risques impliqués par cette dynamique et de sauvegarder l'unité du parti.

Note 1 : Dans des formes que nous ne pouvons décrire évidemment aujourd'hui.

SIGNATURES

Jean Berthinier, secrétaire Fédéral du Rhône, membre de la Direction Politique provisoire : André Barthélemy,

membre du Bureau Fédéral : Pierre Blanchard, 7ème section de Lyon ; Christian Bonnet, membre du Bureau Fédéral : André Clémencin, membre

du Bureau Fédéral : Yves Chappoz, membre du Bureau Fédéral : Michèle Duby, membre du Bureau Fédéral : J.J. Duchêne, membre du Bureau Fédéral :

Jean Guichard, section de Bron, Daniel Meguin, Henri Pinguet, Daniel Pothin, membres du bureau Fédéral, Bernard Saunier, section d'Heyrieux.

nos tâches politiques face à la crise

La parution du questionnaire nous a laissé peu de temps pour y répondre. Ayant réfléchi depuis plusieurs mois sur les caractères nouveaux de la période, nous avons décidé de répondre à chaque question posée. La méthode adoptée par la DPP permet en effet un débat riche. Elle comporte pourtant un risque : celui de produire une trop grande diversité des réponses, aboutissant au Congrès à des textes nègre-blancs. C'est pourquoi nous avons préféré apporter d'emblée une réponse globale aux chapitres I, II, III. Nous publions ici notre réponse à la

question n° 1. « Définir les conditions concrètes d'une stratégie d'unité populaire anticapitaliste ».

La crise actuelle du capitalisme

Elle a des effets secondaires comparables à ceux d'une crise cyclique classique, mais ses racines profondes et leurs conséquences en font une crise structurelle sans précédent.

a) Les effets secondaires classiques de la crise

— Déséquilibre entre le secteur des moyens de production et le secteur des moyens de consommation.

— Surproduction générale par rapport à la demande solvable et développement du chômage dans l'ensemble du monde capitaliste industriel.

— Baisse du taux de profit.

b) Les racines profondes de la crise.

La hausse générale du prix de l'énergie et des matières premières se traduit dans le monde capitaliste avancé par une hausse considérable du prix du capital constant et, dans une moindre mesure, du prix de certains éléments de la force de travail (nourriture, transport, textile, etc...).

Cette hausse générale provoquée par des raisons politiques (nouveaux rapports de force entre impérialismes et pays du Tiers-Monde) et économiques (perspective de raréfaction à long terme des matières premières face au gaspillage effréné dont elles ont fait l'objet et à

l'accélération de la surpopulation mondiale) met un terme brutal à 25 années de développement ininterrompu de l'accumulation du capital. Celle-ci était fondée à la fois sur le pillage du Tiers-Monde et sur une révolution technologique qui ne repose plus maintenant sur de nouvelles sources de matière première à bon marché. Elle prétend trouver dans l'énergie nucléaire (à quel prix et avec quelles conséquences pour l'humanité) un palliatif au fuel.

La crise d'aujourd'hui est structurelle et non conjoncturelle : elle se traduit donc par une baisse brutale de la plus-value (en valeur absolue et relative) et une remise en cause de la société de consommation. Le grippage du mécanisme de l'accumulation capitaliste met en cause les bases matérielles de l'acceptation, depuis la fin de la guerre, par les travailleurs, du capitalisme comme mode de production dominant. Mai 68 à l'échelle mondiale avait traduit le refus du capitalisme en tant que société de consommation. La crise actuelle joue le rôle de révélateur à posteriori de ce refus et de cette révolte.

Aussi, la crise actuelle apparaît-elle comme une crise de la valeur d'échange,



c'est-à-dire comme une crise de civilisation. L'inflation mondiale avant 1974 exprimait déjà la tension entre le développement des forces productives et les difficultés de réaliser la plus-value. Son taux dépasse maintenant les 10 % et s'accompagne d'un véritable éclatement du système monétaire capitaliste.

c) Conséquences de la crise sur le plan social

Face à la crise, chaque gouvernement est à la dérive dans chaque pays. Ils pratiquent, avec des variantes, une politique de déflation plus ou moins déguisée, qui joue un rôle d'accélération du chômage. En même temps, se développe un néo-dirigisme économique qui remet en question le libéralisme économique traditionnel. La tentation est grande, pour chaque gouvernement, de diriger la société dans le style « économie de guerre » et de sacrifier des secteurs entiers du capitalisme traditionnel. Cette politique s'accompagne évidemment d'une remise en cause du pouvoir d'achat de la classe ouvrière mais aussi d'une crise dans les secteurs avancés.

Pour pratiquer une telle politique et affronter les couches sociales majoritaires, les gouvernements ont besoin d'un consensus politique général. Wilson, en Grande-Bretagne, est un exemple des risques pris par la bourgeoisie pour assurer l'essentiel de ses privilèges. En Italie, la bourgeoisie, demain, risque d'accepter une participation communisme au gouvernement. En France, l'objectif de Giscard semble être de remplir lui-même le champ politique de l'union de la gauche. Ces réponses face à la crise, faites de combinaisons diverses, sont des pis aller. L'exemple français l'illustre bien.

Les réformes de Giscard

Elu de justesse, Giscard tente depuis les élections une politique réformiste

bourgeoise, capable de couper l'herbe sous le pied de la coalition de Programme commun. Le réformisme n'est pas l'apanage du mouvement ouvrier. Nous aurions donc tort de sous-estimer l'impact de la politique giscardienne (majorité à dix-huit ans, avortement, garantie aux chômeurs licenciés pour raisons économiques, réforme pénitentiaire).

Mais nous savons les limites de cette politique inscrites dans le cadre de la crise mondiale qui atteint la France avec un peu de retard : développement du chômage et absence de tout pacte social. Elles laissent à Giscard une étroite marge de manœuvre. Ceci explique son anxieuse recherche de réformes « qui ne coûtent pas d'argent » et qui prétendent « changer les rapports sociaux ».

Pourtant, le Giscardisme pourrait disposer de certains atouts : la cohabitation avec Mitterrand comme premier ministre en cas d'élections anticipées, la menace du chômage (bien que les récents mouvements prouvent que cette perspective n'amène à aucune démobilitation) et de nouvelles initiatives mettant la gauche en porte à faux.

La gauche face à la crise

Toutes les offensives auxquelles a eu à faire face Giscard ont été menées en dehors des schémas traditionnels de la gauche : mouvement des appelés, des prisons, et les nouvelles luttes sociales. La non victoire électorale de mai dernier bloque la stratégie du Programme commun : les échéances électorales semblent lointaines ; la crise du capitalisme implique non pas un replâtrage réformiste grâce à une simple conquête du pouvoir gouvernemental, mais une critique en actes des rapports de production, des rapports sociaux, du mode de production, du mode de consommation. La mise en avant immédiate d'une stratégie de contrôle ouvrier et de contrôle

populaire, pour le pouvoir des travailleurs, est la seule réponse.

Le « déphasage » du PCF et du PS a déjà eu des conséquences au sein du PCF : le XXI Congrès traduit un certain malaise d'une base, considérablement renouvelée depuis quelques années, qui n'est pas prête à avaler les couleuvres des alliances du type « union du peuple de France ». Du côté du PS, les Assises du socialisme, montagne accouchant d'une souris, sont la dernière vaguelette de la grande « mer électorale » de mai 1974. Le Congrès de janvier s'annonce difficile et la gauche (CERES), isolée, sera acculée à la bataille contre l'appareil Mauroy-Defferre chapeauté par Mitterrand.

Dans une situation sociale marquée par une combativité ouvrière importante, l'absence d'échéances électorales rend la stratégie des forces de gauche incertaine : seule une crise sociale généralisée, avec un arrêt négocié, accélérerait les échéances. Mais une telle situation conduirait à un nouveau Juin 1968 (défaite électorale). Quant à une crise sociale globale marquée par une offensive des organisations de gauche, sans répit pour le pouvoir, avec des élections à chaud, ni le PCF, ni le PS, ni la CGT, ni la direction CFDT, ne sont prêts à en assumer la responsabilité.

Pourtant, notre analyse de la période nous conduit à l'évidence à la conclusion qu'une crise sociale d'envergure se prépare en France.

La stratégie d'unité populaire anticapitaliste

Le questionnaire de la DPP donne, à juste titre, priorité à l'action populaire à la base et dans les luttes. Cela signifie en clair qu'il ne peut y avoir de priorité accordée aux accords d'état-major. Ces accords ne peuvent en effet constituer qu'un cadre général recelant

mille ambiguïtés quant à l'application. Chaque militant, chaque groupe, chaque section, doit se considérer dans leurs actions comme état-major au service de la révolution. Cette notion dépasse le simple cadre de notre parti. Lorsque des dizaines de milliers de militants autogestionnaires auront acquis cette volonté et seront capables de la faire passer dans la pratique, tout sera possible. Il faut comprendre qu'aujourd'hui les liens entre les masses et les appareils réformistes, en dehors des périodes électorales, se sont considérablement relâchés. C'est pourquoi la pratique de la dénonciation verbale des appareils (pratique propre aux groupes trotskystes) est inadéquate. Notre propagande ne doit pas se faire « contre » tel ou tel appareil, mais « pour » tel ou tel type de proposition concrète.

Quant aux contradictions entre le PS et le PCF, elles doivent être exploitées, non pas en terme d'appareils, mais en privilégiant ce qui, dans ces conflits, va dans le sens de l'autonomie de la lutte des travailleurs pour briser l'Etat bourgeois : nous devons en particulier profiter du débat PCF-PS pour mettre à nu les contradictions du Programme commun par rapport au problème de l'Etat. En ce sens, une partie des critiques (mais une partie seulement) formulées par Philippe Herzog (économiste du PCF) contre Michel Rocard sont justes.

En ce qui concerne le travail syndical, tout en évitant le piège des tendances autoproclamées, il faut multiplier les rencontres horizontales (intergéographiques), par branches et interbranches, et contribuer d'une manière active à la circulation des informations, des idées, des propositions, découlant d'assemblées les plus larges, les plus ouvertes possibles, en y associant syndiqués, mais aussi non syndiqués, de la CFDT mais aussi de la CGT.

Quant à la base sociale des alliances, le manifeste de Toulouse a parfaitement répondu à la question.

J. Verger, J-Y Romo, J. Thibault ■

pour un communisme autogestionnaire

La réalité du PSU, c'est une alliance des compétents et des exécutants. La pratique du PSU, c'est cette alliance mise au service des luttes des exécutants pour la destruction du capitalisme et la marche vers le communisme.

D'où notre projet, le communisme autogestionnaire : alliance des exécutants et des compétents sous la dominance des premiers,

— l'autogestion, c'est le refus du centralisme et de la bureaucratie ; si on ne précise pas les couches qui s'en réclament, elle risque de cacher le projet des seuls compétents.

— le communisme, c'est la lutte contre la division sociale du travail, la grande aspiration des exécutants.

Sous une forme différente nous représentons certaines des propositions du courant « vers le communisme », auquel nous nous rattachions, mais nous avons toujours condamné le fractionnisme de l'ex-GOP et au niveau théorique son rejet des compétents comme bourgeois.

La formation sociale

Pour comprendre la réalité sociale nous construisons une image schématique, qui devra s'enrichir à partir de la pratique du parti.

Analyse de la production — Les classes et les couches

A tout mode de production actuel sont associées deux classes antagoniques et à l'état des forces productives dans un mode de production donné correspond une division sociale du travail qui détermine les couches.

a) Le mode de production

La formation sociale française est dominée par le mode de production capitaliste, caractérisé par l'antagonisme des classes bourgeoise et ouvrière. Cependant,

subsistent des formes dégénérées du mode de production féodal : paysannerie, artisanat et petit commerce,

apparaissent des formes dégénérées du mode de production que nous appellerons « socialisme étatique » (type russe) : les appareils productifs d'Etat (entreprises nationalisées et certaines administrations),

émergent des formes défigurées d'un mode de production à base autogestionnaire : appareils d'Etat régulateurs au niveau économique, (Plan, CNRS, CNES...).

b) L'état des forces productives

Le mode de production capitaliste a évolué sous l'effet des changements techniques et de la lutte des classes. Dans un premier stade (la manufacture), le bourgeois patron était directement face à l'ouvrier exécutant ; puis s'est développée la production mécanique, la machine domine le travail et engendre une couche d'ouvriers professionnels que nous appelons les **qualifiés** ; enfin avec la production automatique, les exécutants non qualifiés augmentent et les qualifiés diminuent proportionnellement, tandis qu'apparaît une couche assurant le contrôle des machines et la coordination de la production, les **compétents**.

La division sociale du travail

Le mode de production capitaliste comprend deux niveaux : un niveau économique avec la production, les échanges et les services et un niveau régulateur, politique avec la justice, les forces armées... et idéologique avec la formation et l'information. Les couches hors pro-

duction reproduisent les mêmes rapports sociaux ce qui nous permet d'élargir notre classification à l'ensemble de la société.

a) Les exécutants (13 millions)

Ils n'ont aucun pouvoir de décision et ils aspirent fondamentalement au renversement de l'ordre social actuel. C'est très exactement le prolétariat, en ce sens qu'ils ne reçoivent comme salaire que le prix du renouvellement de leur force de travail. On y distingue :

— la classe ouvrière (8 millions). Elle comprend les exécutants de la production ; classe antagonique des bourgeois, son exploitation fournit la plus-value utilisée à l'élargissement du capital. Elle est porteuse du projet communiste. Une place spéciale doit être faite aux qualifiés de la classe ouvrière (3 millions), ils ont acquis une qualification qui les rend moins vulnérables et leur a permis de se retrouver à la tête du mouvement communiste au début du XXe siècle.

— les autres exécutants. On y trouve les petits fonctionnaires, les employés de maison, du commerce, des échanges et des services. Cet ensemble hétéroclite a en commun le sentiment d'être laissé à l'écart des décisions et des avantages matériels, ce qui le rend très sensible aux mots d'ordre anti-hiérarchiques.

b) Les compétents (3 millions)

A la production (1,3 million), ils vont des techniciens supérieurs aux ingénieurs ; ils sont essentiels à la formation de la plus-value dont ils perçoivent une part variable dans leur salaire. Hors de la production, ils occupent une position

hiérarchique analogue. Ils forment donc une couche homogène qui se sent portée par le progrès technique. Leur aspiration politique ne réside plus que dans l'élimination de la bourgeoisie et l'instauration d'une société compétente décentralisée, dont ils seraient la classe dominante. Ils appellent leur révolution socialisme autogestionnaire, mais opportunistes, ils se contenteraient dans un premier temps d'une autogestion dans le cadre capitaliste, ils sont alors réformistes.

c) Les capitalistes

C'est la classe dominante, elle décide de l'affectation des moyens de production (le capital) et de l'utilisation de la plus value, notamment à l'élargissement du capital. Cette classe comprend la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production et d'échange, et ses valets, les managers, dirigeants et hauts technocrates. Vis-à-vis des compétents et des exécutants tous utilisent les uns et exploitent les autres.

Il ressort de cette analyse des couches que, face aux capitalistes, la classe ouvrière a pour alliés privilégiés les autres exécutants et pour alliés nécessaires les compétents. La question qui se pose est alors : qui domine au sein de l'alliance.

Les forces sociales

La division sociale du travail engendre des couches. La prise de conscience d'appartenance à une même couche entraîne son organisation en force sociale autour de ce qu'elle pense être son intérêt. Les forces sociales ont nécessairement une position de classe, elles agissent

soit pour maintenir le capitalisme soit pour le détruire, la réalisation de leurs intérêts particuliers correspondant à des projets de société différents qui préfigurent des modes de production différents.

a) Le PCF (70 % d'exécutants, 20 % de compétents)

Parmi les exécutants, la classe ouvrière représente 40 % à 45 % du parti, avec une proportion de qualifiés et d'ouvriers d'Etat supérieure à celle de la moyenne nationale.

Formé et structuré, il y a 50 ans, adoptant l'analyse scientifique marxiste et la ligne léniniste de l'alliance intellectuels-classe ouvrière, il a suivi l'évolution du parti communiste russe et comme ce dernier, à travers la déviation stalinienne, a accepté ce que nous pensons être une dictature des seuls qualifiés et non de tous les exécutants. Dès lors le PC russe, incapable de reconnaître les contradictions au sein du peuple, n'a pu les résoudre qu'en laissant se former une bureaucratie répressive et dogmatique ; d'où une société bloquée, dans laquelle sont toujours exploités les exécutants : le socialisme étatique.

A l'heure actuelle la montée des compétents déclenche à l'intérieur du PCF une lutte entre la ligne compétente et celle des qualifiés bureaucratisés avec deux possibilités : ou prépondérance des compétents et rapprochement avec le PS ou maintien de la prépondérance des qualifiés et concessions catégorielles aux exécutants.

b) Le PS (90 % de compétents).

Il a longtemps été le parti des notables

de gauche ; maintenant avec la montée des compétents les perspectives du PS sont, d'une part l'augmentation de leurs pouvoirs dans le cadre du capitalisme, c'est du réformisme, d'autre part la récupération à leur profit de la révolution en cas d'élimination de la bourgeoisie. Le PS cache les intérêts des compétents derrière les mots d'autogestion et de socialisme, visant ainsi à convaincre les exécutants de s'allier avec eux.

c) Le PSU (30 % d'exécutants, 60 % de compétents)

L'histoire de sa formation a été parallèle à la montée de la couche compétente, dont il épouse l'idéologie autogestionnaire, mais par sa pratique le PSU est le parti de l'alliance compétents-exécutants sous la dominance des exécutants ; on peut y distinguer trois lignes politiques.

Celle des compétents (Chapuis, Rocard) ; ils sont réellement révolutionnaires par leur volonté d'éliminer la bourgeoisie et autogestionnaires par leur opposition à toute bureaucratie, par leur désir de décentralisation ; mais, de fait, ils se savent capables de gérer seuls la future société et s'orientent vers le projet des seuls compétents, appelé socialisme autogestionnaire. Leur ligne rejoint celle du PS.

Celle des compétents intellectuels (trotskystes) ; ils s'estiment capables d'élaborer seuls la théorie, le socialisme autogestionnaire ; ils veulent faire du parti l'instrument de sa propagation dans les masses. Ils refusent l'analyse des couches qui mettrait en évidence le rôle et les intérêts de l'avant-garde.

L'adoption de leur ligne entraînerait le départ des exécutants du PSU, donc sa groupusculation.

Celle de ceux qui veulent donner au PSU la ligne de sa pratique, une dominance des exécutants au sein de l'alliance ; ils dénoncent les déviations possibles du socialisme autogestionnaire vers le pouvoir des seuls compétents. Leur analyse se fonde sur les contradictions entre les couches actuelles, qui se poursuivront dans la lutte des classes de la période de transition. C'est là le sens de notre projet, le communisme autogestionnaire.

Faute de place, nous ne pouvons présenter ici que ce qui est le nœud du problème, l'analyse des couches, des classes et des forces sociales. Notre méthode est scientifique, c'est-à-dire qu'au lieu de sélectionner dans la réalité, où l'on trouve toujours ce que l'on veut, nous avons essayé de construire une image simple et totale de cette réalité ; schématique au départ, c'est au parti de l'affiner, de l'enrichir, de la modifier pour qu'elle évolue. Nous pensons de plus que l'apport fondamental du marxisme est plus dans cette méthode que dans telle ou telle phrase érigée en dogme.

Cette contribution aux débats doit être considérée comme l'introduction d'un texte plus complet que nous souhaitons présenter au Congrès de décembre. Elle a été écrite avant d'avoir pu lire les questions publiées dans *Tribune Socialiste*.

Bollon (R.P. - 13ème), Combes (R.P. - Air France), Fontaine (R.P. - I.G.N.), Le Menestrel (R.P.-I.G.N.).

A Villetaneuse

La fac aux patrons

La rentrée à la fac de Villetaneuse-Paris XIII a réservé aux étudiants la surprise d'une réforme propre à cette université ; le MST, ou maîtrise de sciences et techniques.

Notre jeune et talentueux secrétaire d'Etat, J.P. Soisson a en effet supprimé la licence classique en 3 ou 4 ans. A la place, pour sciences-éco par exemple, deux années conduisent au DEUG, première porte de sortie à l'Université par un emploi non ou peu qualifié. Deux autres années donnent la maîtrise. C'est donc une réforme du second cycle de l'enseignement supérieur.

La suite des IUT et du DEUG

Ces MST sont des maîtrises de type classique, renforcées de cours complémentaires beaucoup plus techniques et d'un stage de trois semaines chez un industriel des environs. Avec 35 heures de cours par semaine, elles rendent incompatibles les études et un travail salarié, même à temps partiel. Or 40% des étudiants, à Paris-XIII, sont des fils de travailleurs. En raison de cette incompatibilité, le promoteur de la réforme, M. Jozefowicz, président de l'Université et membre du PCF, a subordonné son application à l'attribution de bourses pour au moins 50 % des inscrits en maîtrise. Or ces crédits n'ont pas été débloqués pour cette année, ce qui nous laisse une année pour bien voir ce que sont ces MST.

Le but des MST est de délivrer un enseignement moins théorique (plus

adapté à la pratique) et fournir un emploi effectif en fin de maîtrise. Mais à St-Denis, où les MST sont appliquées depuis trois ans, elles ont abouti à une main-mise effective du patronat sur l'université et accru la sélection sociale (barrage supplémentaire dressé après le DEUG, mise en place de MST sans attribution de bourses...). En clair, ce projet s'inscrit dans la droite ligne de la réadaptation de l'école aux besoins du patronat commencée avec les IUT et les DEUG.

Face à cette réforme, qui a été parachutée très rapidement les militants PSU se sont vite mobilisés. Pour la première fois, les actions menées à St-Denis et à Villetaneuse ont été coordonnées. On prévoit la création d'un comité d'étudiants (PSU, MARC, inorganisés) — enseignants (SGEN) — personnel (CFDT), où seront représentés les centres de formation permanente et d'alphabetisation de la région (puis, nous l'espérons, des habitants des environs).

Montrer quelle école nous voulons

Quels seront nos mots d'ordre, nos axes de lutte ? Il est un peu tôt pour donner une réponse définitive, le mouvement ne faisant que commencer. Néanmoins nous avons déjà quelques orientations. Le slogan « Non aux MST » ne peut être notre seule réponse. Elle est sans doute mobilisatrice, mais à l'inconvénient d'exiger, de fait, un retour en arrière (retour à l'ancienne licence). Elle favorise le corporatisme de certaines couches sociales en déclin qui

s'accrochent désespérément à leurs privilèges.

Nous n'avons pas à nous situer dans l'alternative : MST, ou retour à l'ancien système. Nous pensons, au contraire, que durant l'année présente nous devons montrer, à travers un certain nombre d'actions, quelle école nous voulons. Il n'est absolument pas question de proposer une contre-réforme afin de réaliser, en système capitaliste, une école au service des travailleurs, ce qui supposerait que l'école puisse être un appareil « indépendant » et ne soit pas partie intégrante du système capitaliste, alors

qu'elle en est un des fondements. Il s'agit de décloisonner la fac ; le président, tout comme le ministre, veulent concrètement ouvrir l'Université au patronat. Ouvrons-la aux Travailleurs !

Nous pouvons dès maintenant rencontrer les travailleurs en lutte, les associations de quartier. Il nous faut chercher à imposer, dans les locaux universitaires, une formation permanente, sous le contrôle direct des travailleurs et de leurs organisations.

LIBAIR



Cor. d'Agence de voyages
Lic. A. 669
17 rue de Turbigo - 75002 PARIS
Tél. 508.06.60 - 231.53.99
R.C. Paris 73 B 188

skis - séjours

Noël - SAMOENS : 590 F

Noël - CARROZ - D'ARRACHES : 790 F

Toute l'année - BALEARES : 600 F la semaine

(transport compris)

Au service

des « Individuels » et des « Collectivités »

LIBAIR serait heureux de vous faire parvenir

sa brochure HIVER 75

BON A RETOURNER A LIBAIR

Nom Prénom

Adresse

Profession

désire recevoir : Brochure « Collectivités »
Brochure « Individuelle »

est intéressé par :

Voici plus d'un an qu'à l'Est de Paris, dans le XI^e arrondissement, 2,5 hectares de terrain sont devenus vacants. Rachetés au prix fort — plus de 30 millions de francs — par la ville de Paris (qui les avait cédés à l'Etat en 1948 !), ils supportaient auparavant la prison de la « Petite Roquette » dont les détenues, à présent, « apprécient » certainement les aménagements du centre pénitentiaire « modèle » de Fleury-Mérogis (isolement renforcé dans les cellules, etc.).

La libération d'une superficie aussi considérable pouvait être, pour les promoteurs et d'autres financiers de l'immobilier, l'occasion d'une de ces opérations très rentables de rénovation qui, paraît-il, se font rares dans les beaux quartiers de la capitale. C'était aussi, dans un arrondissement qui, en mai 1974 encore, s'est entêté à voter à gauche, le signal d'un possible rééquilibrage du corps électoral — d'autant plus que, favorisant un remodelage de la carte des loyers et des prix fonciers, une réalisation de « standing » à la Roquette accélérerait l'exode des travailleurs parisiens vers de lointaines banlieues.

promoteurs dépités...

Mais, dès le premier semestre de l'année 1973, ceux qui entretenaient de telles visées durent constater que la population avoisinante commençait à se mobiliser. Un comité de liaison était constitué, qui regroupait trente organisations au nombre desquelles se trouvaient le PSU et les partis de la gauche traditionnelle (PC, PS), la CGT et la CFDT, la CNL et la CGL (deux importantes confédérations de locataires), mais aussi diverses associations populaires telles que « Vivre dans le Quartier ». Le collectif exigea aussitôt qu'ait lieu à la Roquette une rénovation publique, conçue dans l'intérêt des travailleurs. Recensant, par voie de questionnaire, les besoins exprimés par la population de l'arrondissement sur le plan du cadre de vie urbain, il voyait d'ailleurs confirmées les trois caractéristiques principales de l'aménagement pour lesquelles il convenait de lutter :

— construction de logements sociaux à loyers effectivement accessibles ;

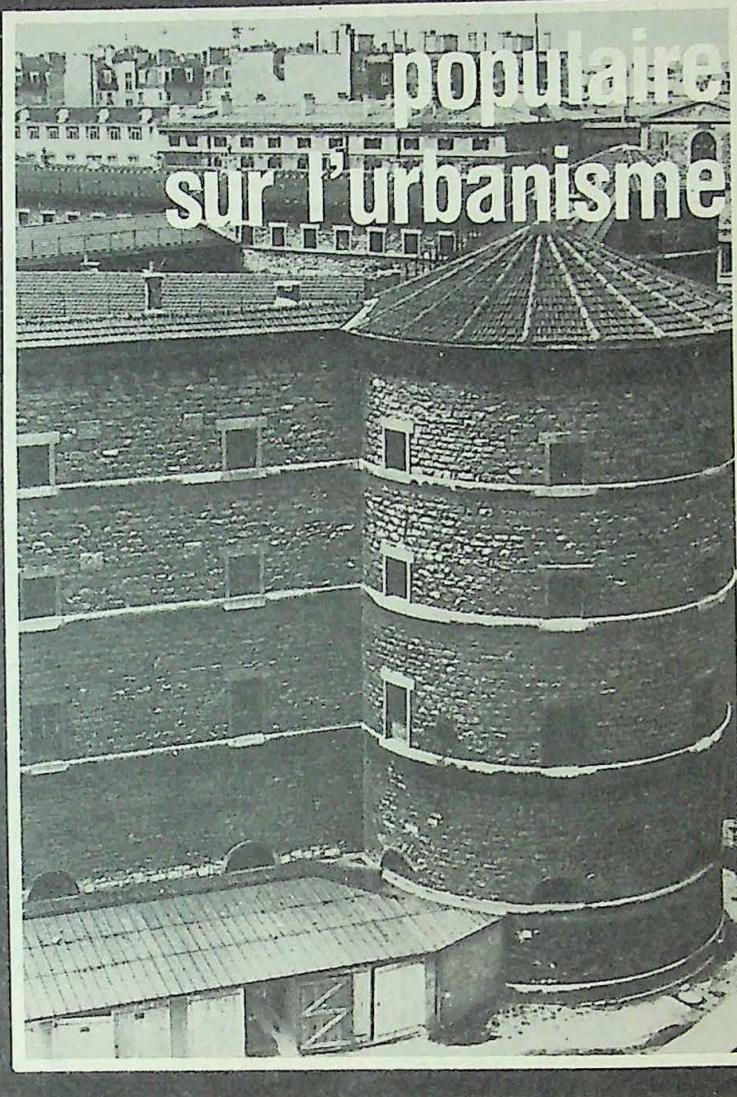
— implantation d'un espace vert d'un seul tenant ;

— installation d'équipements collectifs (tels que crèches ou foyers de personnes âgées).

Le XI^e arrondissement connaît en effet une grave pénurie de lieux publics à vocation sociale, culturelle, sportive ou médicale. Quant aux espaces verts, si la situation est déjà désastreuse en ce qui concerne l'ensemble du Paris intra-muros (3 m² par habitant), elle est franchement misérable dans cet arrondissement (0,16 m²).

7 030 personnes y étaient inscrites, le 1^{er} janvier 1974, au fichier des mal-logés, dont 3 617 « prioritaires ». 41 149 et 10 123 respectivement pour la totalité de Paris en 1972. Malgré la masse de ces mal-

Petite Roquette des prisonniers... au contrôle



populaire sur l'urbanisme

logés à faibles revenus, le secteur privé a pu édifier 15 000 logements dans l'arrondissement depuis une quinzaine d'années, tandis qu'étaient seulement construits 1 100 logements « sociaux » (y compris ces fameux « immeubles à loyer normal » — I.L.N. — dans lesquels on n'occupe guère de F3 à moins de 1 000 francs par mois).

des habitants récalcitrants

Au cours d'un défilé soutenu par le comité de liaison, les travailleurs du XI^e arrondissement manifestèrent en juin 1973 leur détermination à ne pas permettre quelque rénovation « sauvage » que ce soit sur l'emplacement de l'ancienne prison. La majorité du Conseil de Paris devait bientôt admettre, en termes généraux, le principe d'une rénovation à caractère social.

Cependant des tensions allaient naître, au sein du collectif. Le PC, notamment, se montrait d'abord hostile à tout élargissement au delà du périmètre de la Roquette. Le PSU aidé par le PS, la CFDT et certaines organisations du quartier insistait sur l'enjeu véritable de la

lutte ; empêcher la bourgeoisie de gagner l'ensemble de l'arrondissement en modifiant la division sociale de l'espace à son profit.

A la fin de l'année 1973, cette dynamique conflictuelle interne conduisait à l'adoption d'une nouvelle revendication. Les trente organisations demandaient la création immédiate d'une « zone d'aménagement différé » (Z.A.D.) étendue aux terrains entourant celui de la Roquette (appartenant en grande partie à l'Assistance publique et à la Ville) et la libération des moyens financiers nécessaires. Grâce à une telle mesure, la Ville de Paris pourrait disposer, pendant 14 ans, d'un droit de priorité sur toutes les transactions foncières intervenant dans le périmètre de la zone, enrayant ainsi la hausse du prix des terrains (supérieure à celui des XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements). Le collectif, d'autre part, réaffirmait que l'aménagement de la Roquette devait s'articuler autour des trois axes qu'il avait déjà dessinés.

Or, devant les hésitations des pouvoirs publics, il ne suffisait plus de réclamer une nécessaire information des habitants grâce à la tenue, à la Mairie de l'arrondisse-

ment, de documents pouvant être consultés par tous. Il ne suffisait plus, comme le suggéraient quelques-uns... de s'en remettre à la diligence des élus de gauche. Tout en lançant une campagne de pétitions, le collectif organisait en novembre 1973, dans un cinéma populaire du quartier (fermé depuis !), une assemblée générale de l'arrondissement pour faire le point sur l'action entreprise. En resterait-on là ?

Un nouveau clivage divisait à présent le collectif. Les uns — dont le PSU — se prononçant pour une mobilisation réelle des travailleurs non représentés dans le cadre du comité de liaison, les autres — dont la plupart des militants du PC — faisant passer au premier plan leur crainte de voir les « organisations » débordées.

Par ailleurs, avaient commencé de s'intéresser à la rénovation de l'ancienne prison un comité de mal logés animé par des militants marxistes-léninistes, et des étudiants en architecture et en urbanisme qui, tout en établissant de manière autonome le dialogue avec la population, entretenaient des relations avec comité et collectif. Tandis que la Ville de Paris était contrainte de reculer en instituant un concours d'idées (ouvert aux seuls « experts », sans que les principaux intéressés soient associés à la définition des projets), un « atelier d'urbanisme » où tous pouvaient se rencontrer, travailleurs, élèves-architectes, futures assistantes sociales d'une école voisine, militants divers, était constitué avec le collectif. Il se proposait, après avoir dressé un constat de la situation de l'arrondissement du point de vue du cadre de vie, d'aider les habitants, en confectionnant maquettes, panneaux et autres montages audiovisuels, à prendre conscience et à discuter de leurs problèmes.

et maintenant la fête !

Malgré les promesses faites par les pouvoirs publics, rien n'est encore acquis. Le Conseil de Paris affirme que seront construits des logements « sociaux » — le seront-ils vraiment ? La création d'une zone d'aménagement différé a été décidée — à quelle échéance deviendra-t-elle effective ?

Les projets retenus à la suite du concours d'idées lancé par la Ville sont exposés sous un chapiteau, implanté à l'intérieur des murs de l'ancienne prison, qui sera ouvert au public à partir du prochain samedi. Le collectif organise à cette occasion une grande semaine d'action au cours de laquelle, par tracts et panneaux, sera annoncée la manifestation populaire devant se tenir à la Roquette le samedi 16 novembre à 15 heures.

Sans doute y aura-t-il, ce jour là, présentation d'un montage audiovisuel. Peut-être même y aura-t-il, outre un théâtre de marionnettes, le Magic Circus. Fanfares et lâcher de ballons sont prévus au programme — et l'on chantera « A la Roquette » (grâce au P.S.U. !). Venez donc nombreux.

Paul Amancère ■

les grands desseins de Michel Guy

On regrette pour Marcel Maréchal qu'il ait cru bon de formuler sa décision de ne plus prétendre à la direction du TEP en une « Lettre au ministre » calomnieuse envers autrui et gonflée d'un assez naïf contentement de soi. Que le Secrétaire d'Etat à la Culture l'ait « jugé capable de diriger un théâtre national » est pour lui LE critère. Il ne se demande pas ce que vaut ce jugement, ni à quelle politique d'ensemble il se rattache. Le magister Michel Guy a donné à Maréchal un satisfecit. Aussitôt, l'élève frondeur d'autrefois passe du côté du maître. Non sans superbe, il faut le dire. Les grandes distinctions, cela existe ! On les lui a promises. On les lui doit.

Isolée, cette manifestation d'une vanité un peu bouffonne compterait peu. On voit très bien Maréchal plonger à fond dans l'odieuse, puis se tirer d'affaire par le rire : « J'suis garce ! » glissait-il dans la *Moscheta*. Mais son attitude est un signe. Derrière lui, toute une profession est entrée dans un tel mouvement de dépendance vis-à-vis de l'Etat que l'évènement (ici, la reprise en mains par Michel Guy de l'ensemble du théâtre subventionné) la trouve dépourvue de toute fermeté individuelle et de toute solidarité, ce qui, bien entendu, fait le jeu du pouvoir.

la bride et le mors

Le secteur subventionné du théâtre s'est singulièrement élargi. Il y a cinq ou six ans, il était aux mains d'un petit nombre d'animateurs exerçant une fonction précise et qui touchaient, en échange, des sommes dont ils avaient à rendre compte. Depuis la première décentralisation, celle de Jeanne Laurent, et la mise en place par le ministère Malraux d'un réseau de Maisons de la Culture et de troupes permanen-

tes, toutes provinciales, qui devaient faire reculer à partir de points fixes le désert culturel français, la tâche de ces animateurs était double. Ils devaient mettre les œuvres d'art en contact avec une population précise et éveiller en elle la créativité.

Ensuite, il y a eu une sorte de glissement. Dans la période qui suit Mai 68, on a vu se différencier peu à peu équipes d'animation — travaillant en liaison avec le public — et cellules de création. L'idée de superproductions financées totalement ou en partie par certains Centres de province se faisait jour. Qu'avait-on besoin de dix *Tartuffe*, médiocres, dans différents coins de France, quand celui de Planchon, tel la *Joconde*, pouvait se déplacer ? Dans la pratique, cela consistait à bloquer de fortes sommes sur certains spectacles qui, appelés à être montrés partout, pouvaient jouir, sous un maître d'œuvre réputé, de conditions de jeu hors pair, et à laisser vivoter les petits Centres.

C'est pour ces derniers que la bride se tendait. Les ministres se succédaient. Michelet prêchait l'économie, Druon excitait les chiens de garde du régime contre tout ce qui pouvait encore apparaître politique dans une décentralisation pourtant singulièrement assagie. Et, fait nouveau, le gouvernement qui jusqu'ici inventait de nouveaux postes pour les animateurs contraints de fuir la vindicte des villes, brusquement ne les recasait plus.

Mais, parallèlement, le mors s'enfonçait dans de multiples bouches. L'augmentation du coût des spectacles, liée à celle du coût de la vie et à l'exemple des troupes prestigieuses qui font du grand théâtre avec beaucoup d'argent, a fait qu'il n'y a presque plus de groupes de jeu, politisés ou non, qui ne veulent être subventionnés, n'estiment avoir le droit de l'être et ne le soient d'une manière ou d'une autre.

un impresario d'Etat

Mais dans quelle proportion le sont-ils ? Les subventions d'Etat dégagent certaines troupes de tout souci matériel quand d'autres — et non des moindres — restent temporairement contraintes de mettre leurs comédiens en chômage économique. En fait, la bataille pour les subventions n'a pas attendu pour éclater la venue au ministère de Mi-

chel Guy. Chacun défend avec âpreté son droit au travail, qui doit passer avant le droit au travail de tous les autres, le travail, le vrai, ne pouvant se passer des subsides de l'Etat pour exister non plus localement, modestement, mais sur le plan national.

Avec Michel Guy, ce qui survient, c'est une netteté dans la décision et un changement d'optique. L'entrée de jeu fut fracassante. En un tour de main, les renvois sans préavis ont fait place nette aux nominations éclairées. Fallait-il qu'ensuite la situation pourrisse ! On attendait pour septembre un nouveau train de charrettes. Il semble qu'elles aient été remisées. Pourtant, les têtes ne tiennent pas encore très ferme sur les épaules.

Et pourtant, de quoi s'agissait-il ? De mettre aux postes de commande des gens de talent. Habitué des grands festivals internationaux et directeur-fondateur du Festival d'Automne — festival prestigieux qui reçoit de la Ville de Paris et de différents ministères trois millions de francs lourds pour deux mois d'exercice — Michel Guy sait ce que talent veut dire. Il va régulièrement le reconnaître, entre deux haies de policiers, dans ce haut-lieu de la culture qu'est Shiraz / Persepolis. Dès le 19 juillet, l'agence France-Presse communiquait l'intention de Michel Guy d'**internationaliser** le théâtre français. Il s'agissait, il s'agit encore pour lui, bien que son zèle marque un peu le pas, de faire de la France un vaste camp d'entraînement pour des jeux olympiques du théâtre.

La France paiera

Comment s'y prendre ? Prêtons l'oreille aux bruits de couloirs. On irait, semble-t-il, vers un regroupement des Centres de création, qui pourraient bien, pour la France entière, être réduits à une dizaine. La plupart, seraient comme le TNP Villeurbanne tricephales, un directeur administrateur débarrassant les créateurs de tout souci de gestion. Ces derniers, cependant, devraient assurer la relève et faire travailler auprès d'eux de jeunes animateurs dotés d'une subvention personnelle. D'autres Centres seraient confiés à une pléiade de jeunes, à qui un aîné, pas forcément un homme de théâtre, servirait d'entraîneur.

Pas question, bien entendu, de mesurer l'argent à ces cellules com-

plètes de création. Ici encore, la France paiera. On sait, depuis la mésaventure de Bismarck demandant à Monsieur Thiers une trop faible indemnité de guerre, que les portefeuilles y sont bourrés. On dépêchera — aux notables, s'entend — Georges Guette, qui a si bien assuré le succès financier de toutes les entreprises dont il s'est occupé (Théâtre de la Ville, Comédie-française) qu'on y peut jouer les spectacles les plus contestables à bureau fermé.

Pendant ce temps, le désert culturel français se reconstitue. Partout l'animation, c'est-à-dire l'effort pour remettre dans la vie journalière de chacun non pas tellement l'art tout constitué que la spontanéité créatrice d'où il procède, perd du terrain. Est-il dans les intentions de Michel Guy, comme on le dit, de l'abandonner au bon vouloir des villes qui se serviront d'elles pour faire leur politique ? Alors sera perdu pour jamais cette volonté qui animait derrière Francis Jeanson nombre d'animateurs, « d'inventer sans relâche », à l'intention de ceux qui n'accèdent pas encore à la culture, « des occasions de se politiser, de se choisir librement, par delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en eux un système social où les hommes ne sont pratiquement jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité. »

Dominique Nores ■

LES LYCÉENS



4.500.000 jeunes scolarisés dans le second cycle. Qui sont-ils ? Que disent-ils ? Que veulent-ils ? Que vivent-ils ? Plutôt que de disserter sur eux, ce livre leur donne la parole. Voici des tracts, des affiches, des poèmes, des extraits de journaux lycéens, des interviews, des dessins, des photos, des bandes dessinées. De cet ensemble naît une image violente et contrastée, beaucoup plus dynamique que ne le font croire bien des études récentes.

100 p. 12,50 F

CERF

TEP

direction guy relata

Ubu à l'Opéra

mise en scène : Georges Wilson
dans la grande salle
du 11 oct. au 17 nov.

Brocabrie

au petit TEP
du 1er octobre au 31 décembre

17 rue Malte-Brun Paris 20 e
M° Gambetta tél. 636 79 09

Elections en Grèce

Les habits neufs de Caramanlis

Un slogan : « Livrez la junte au peuple », hurlé dans le pays pendant la campagne électorale. Une rumeur : l'arrestation imminente de Ioannidès, chef de la police politique et responsable du massacre de Polytechnique. A la pression de l'opinion publique répond le jeu démagogique de certains partis politiques à la veille du scrutin pour se rendre plus crédibles et rallier des clientèles encore indécises.

Charismes...

Cinq millions de Grecs — sur 6 millions 200 000 électeurs inscrits — iront voter, le 17 novembre. La droite suit en gros M. Caramanlis. Celui-ci, après 11 ans d'exil parisien veut exploiter à fond son prestige de sauveur providentiel et se servir de la situation de Chypre. Le chef de l'Etat a appartenu à l'ETE jusqu'en 1963. L'appareil traditionnel de ce parti freine beaucoup ses intentions d'ouverture à gauche.

En fait M. Caramanlis hésite. Il n'a pas trouvé son personnage. La conjoncture politique appelle un grand rassembleur de la nation. Une stature gaulienne à la mesure de l'attente du peuple. Mais les habits du général sont trop grandement taillés pour lui. Son modernisme libéral l'apparente plus à Giscard. Ses promesses électorales font dans le social et devraient lui attirer une partie de l'électorat populaire.

Soucieux dans l'immédiat de ménager une armée un peu traumatisée par ses échecs, pour éventuellement consolider plus tard son pouvoir grâce à elle, il a l'ambition de restaurer le prestige militaire dans la nation. Provisoirement, l'armée est acculée à accepter un tel compromis. Aussi a-t-il soin de mettre en garde la population contre tout débordement dirigé contre une armée qui, selon ses dires, a été absente de la fascisation, hormis quelques brebis égarées.

Le « charisme » de Caramanlis a un impact certain sur la paysannerie grecque. Une idée semble largement répandue : il peut seul exorciser les démons de la dictature fasciste. M. Caramanlis fonde sur la combinaison de ces deux éléments, son éventuel succès électoral. Mais en tout état de cause, il lui faudra, pour réussir, collaborer avec le centre.

« L'Union du Centre-Nouvelle Force Politique » de M. Mavros (ancien parti de Georges Papandréou) a réussi un démarrage spectaculaire, grâce à

l'affaire chypriote, et aux interventions de M. Mavros auprès de la CEE. Ses partisans accusent l'OTAN de trahison, font de la surenchère nationaliste en faisant valoir que l'indépendance et la prospérité grecques sont au prix de son insertion dans la CEE. Ils ont lutté activement contre la dictature et ne manquent pas de le rappeler dans leur campagne.

... et prophète

Mais la grande inconnue de cette campagne électorale, c'est le Mouvement Socialiste Panhellénique (PASOK) de M. Andreas Papandréou. Mouvement fourre-tout dans la bonne tradition de l'auberge espagnole, il semble rassembler les couches intermédiaires radicalisées des villes et de la campagne qui n'ont pas trouvé leur voie à l'intérieur des deux PC : à côté de notables animés souvent d'anti-communisme, on y trouve une jeunesse nombreuse et enthousiaste parfois issue des mouvements révolutionnaires de résistance. Le langage de Papandréou et le mode de fonctionnement du PASOK renforcent l'aspect prophétique du personnage, peut-être à cause de l'inculture politique des adhérents.

Le programme du PASOK se fonde sur une perspective autogestionnaire assez floue et l'ouverture vers le Tiers-Monde. Il dénonce visiblement l'impérialisme américain, les grands monopoles nationaux et internationaux, défend, dans une optique proche du Parti communiste français, l'Europe des travailleurs contre celle des trusts. Ses propos sur l'armée restent ambigus et incertains, même s'il réclame la tête des tortionnaires.

La gauche s'unit

Enfin la Gauche Unie est le rassemblement des deux partis communistes. Le PC de « l'Extérieur » est inconditionnellement pro-soviétique. Sa direction a, pendant 25 ans, vécu hors des frontières de la Grèce. Il attire cependant une partie de la jeunesse politisée, sensible à son langage.

Les communistes de « l'Intérieur », organisés dans le parti EDA dont M. Ilias Iliou est le leader, ont fait scission en 1968. Leur modèle serait le parti italien. Pendant longtemps ils n'ont pas été reconnus par la grande « famille communiste ». Ces militants ont vécu en Grèce. Ils collent davantage aux réalités du pays. Actuellement ils tiennent des discours modérés. Ils n'attaquent pas Caramanlis pour affermir, disent-ils, la démocratie encore en danger.

D'abord prévues pour le Printemps 1975, ces élections devraient mettre un terme au caractère provisoire du « gouvernement exceptionnel » de M. Caramanlis. On conçoit donc leur importance. Or ces élections prématurées recréent le jeu politique des partis autour de programmes électoraux hâtivement conçus, et concentrent la lutte politique autour de leaders charismatiques. Le parlement qui en sera issu risque de donner une représentation déformée des forces vives de la Grèce.

Charlotte Dubreuilh ■

Novembre en Italie

Le nouveau gouvernement va être formé. Les licenciements massifs, le chômage partiel et l'accentuation de l'inflation ont fait naître, dans les grandes villes industrielles, des actions massives des travailleurs.

Parallèlement à ces mouvements, des formes de luttes populaires se sont développées. Les occupations de maisons pour le logement allant jusqu'à des quartiers entiers à Rome et Gênes (les habitants prenant en mains l'achèvement de certains immeubles), vont de pair avec la campagne de désobéissance civile et la réduction des tarifs de transport faite par les usagers et les employés des compagnies. Ménagères et ouvriers organisent d'autre part des incursions massives dans les super-marchés afin d'y opérer des « achats » de nourriture à très bon compte !

Face à cela, l'Etat est en train de mettre en place un appareil de répression afin de saper toute forme de lutte ou de contestation. Des juges sont mis en accusation par le Conseil supérieur de la Magistrature, des journalistes menacés, etc...

Sous couvert d'antifascisme, l'Etat organise des opérations militaires et policières ratissant tout le territoire, ceci n'empêchant nullement les fascistes d'organiser des attentats tournant au massacre. Rappelons Brescia et le train Italicus ; 20 morts et 300

blessés durant les quatre derniers mois. Les fascistes continuent d'opérer des coups de force avec la complicité de l'Etat. Ainsi les quelques fascistes notoires qui furent arrêtés ont été remis en liberté aussitôt.

Des arrestations arbitraires

Par contre, ceux qui sont réellement frappés appartiennent au mouvement révolutionnaire. Pour cela, la police et une partie de la magistrature organisent des complots policiers avec l'aide de provocateurs, ou directement avec l'aide des fascistes. Ainsi l'ancien chef des partisans de Ligurie ; Giambattista Lazagne, est de nouveau incarcéré depuis un mois sous de fausses accusations. Cet avocat, connu pour son passé prestigieux dans la lutte contre les fascistes, fut membre de la cellule clandestine des étudiants communistes de la Faculté de Gênes dès 1942, commandant de la division partisane Garibaldi ; grièvement blessé, il en devient le commissaire politique en 1944. Il termine les combats de la Libération comme vice-commandant de la division Pinau-Chichero et reçoit, le 25 avril 45, à Tortona, la reddition de toute une division allemande, général en tête.

Après la guerre il est membre du PCI, mais prend position contre la reddition des armes

des partisans et devient un oppositionnel ; il est président de l'ANPI de la Ligurie (Association nationale des partisans italiens). En 1948, à Gênes, à la suite de la tentative d'assassinat de Togliatti, il est, avec d'autres membres de l'ANPI, un des protagonistes de l'insurrection populaire qui s'ensuivit ; de même, lors du second soulèvement populaire après la formation du gouvernement DC plus à droite (Tambroni), il mène une action vigoureuse surtout en 1960 au sein de l'ANPI afin d'organiser les anciens partisans en vue de la lutte anti-fasciste. En 1971, le PCI ne lui rend pas sa carte : c'est ainsi qu'il s'en trouve exclu.

Ami de Feltrinelli, il est arrêté quelques jours après la mort mystérieuse de l'éditeur, pour atteinte à la sûreté de l'Etat, complot, et actions subversives. Devant l'inconsistance de son dossier et la forte mobilisation de l'extrême-gauche, il est libéré après cinq mois de détention.

Actuellement de nouveau incarcéré depuis octobre 1974, il est accusé d'être le chef des fameuses brigades rouges ; on lui impute tous les enlèvements et sévices mis au compte de cette organisation mystérieuse.

Afin d'empêcher l'extension de telles manœuvres répressives basées sur de fausses accusations, de développer le soutien et la solidarité pour obtenir la libération de Giambattista Lazagne et de toutes les autres victimes du même arbitraire, tous les travailleurs et les révolutionnaires sont appelés à adhérer au « Comité pour la liberté d'opinion » — Via Podgiora - N° 6 - MILAN (Italie).

Magguy GUILLIEN ■

14 militants PSU en Chine

En septembre dernier, un groupe de 22 membres de Découverte et Culture Loisirs (1), dont 14 étaient militants du PSU, ont effectué un voyage en Chine populaire durant trois semaines. Les thèmes principaux proposés par le groupe à nos amis chinois étaient centrés sur les rapports entre travail manuel et travail intellectuel, entre tâches de direction et tâches d'exécution. Avec nos deux interprètes Shi et Yang, nous avons visité usines, mine, écoles, jardins d'enfants, université, écoles de cadres du 7 mai, hopitaux, studios de cinéma, différents quartiers d'habitation et plusieurs communes populaires. Nous ne saurions oublier les nombreux spectacles artistiques, ni les monuments et musées révélant l'histoire du peuple chinois et la vie misérable avant la révolution.

Faisons un peu d'histoire.

La réforme agraire commence dès la libération et s'achève en 1952. Se développent alors les équipes d'entraide, suivies en 1955 des coopératives de type inférieure, puis supérieure. En 1958, la ligne générale définie par le président Mao conduit les coopératives à se grouper en communes populaires (comprenant une dizaine de milliers d'habitants).

La commune populaire est une organisation économique complète où se réalise la collectivisation de la vie, où est facilitée la lutte contre l'idéologie capitaliste individualiste. C'est une organisation de base dirigée par un Comité Révolutionnaire créé pendant la grande Révolution Culturelle Proletarienne et dont les membres sont élus par les paysans.

Compter sur ses propres forces

En 1964, le président Mao lança un appel : « Que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de production de Tachai. » La brigade de Sha Che yu (brigade d'élite comme celle de Tachai) nous a montré ce qui peut être réalisé par le travail des paysans, des jeunes miliciens, des volontaires de la ville et de l'APL. Dans une région analogue à celle des Cévennes, ils ont creusé des réservoirs d'eau dans le calcaire, construit des cultures en terrasses, boisé des montagnes, tout ceci avec des moyens très rudimentaires, appliquant ainsi l'enseignement du président Mao contenu dans « Comment Yu Kong déplaça les montagnes ». L'exemple de ces milliers de travailleurs a d'ailleurs été consigné sur une stèle dressée au centre de la brigade.

Nous avons visité des communes populaires de niveaux politiques plus ou moins élevés, mais elles sont toutes caractérisées par une mobilisation populaire importante. Dans son équipe, le travailleur participe à l'élaboration du plan, élit son chef d'équipe et travaille dans le cadre de la triple union aux innovations techniques (par exemple, la machine à repiquer le riz conçue par les paysans de Sin Hua près de Canton).

Les énormes travaux d'irrigation qui ont été réalisés à travers tout le pays représentent l'un des exemples les plus frappants de ce travail collectif. Ils sont en général réalisés au niveau des communes populaires, suivant le principe « Compter sur ses propres forces » et ont mis la Chine à l'abri des « calamités naturelles » que sont la sécheresse et les inondations, détruisant ainsi la notion de fatalité si répandue.

Les paysans qui ont tous largement de quoi se nourrir et se vêtir, prennent en mains leur propre santé suivant la directive « Axer le travail médical et sanitaire sur les régions rurales ». Les médecins aux pieds nus, jeunes travailleurs qui reçoivent une formation rapide, aident les paysans dans les campagnes de prophylaxie et d'hygiène, s'occupent de la propagande du planning familial et donnent les premiers soins (les cas graves étant traités à l'hôpital ou au dispensaire).

La commune populaire de Hou Sin, dans les environs de Shen Yang, est spécialisée dans les cultures maraichères et l'élevage afin de pouvoir approvisionner directement les magasins de Shen Yang. Installés à Hou Sin, comme dans toutes les communes populaires, les jeunes instruits sont des jeunes diplômés du secondaire qui viennent travailler à la campagne pour élever le niveau de conscience politique des paysans et s'instruire auprès d'eux.

La très grande cordialité témoignée dans chacune de nos rencontres se concrétisait par l'échange de menus cadeaux et le désir de partager nos expériences : les références à la commune de Paris et à la grève des LIP étaient fréquentes.

G. Auzoux, J.M. Chopin ■

(1) Ce voyage était le premier organisé par Découverte et Culture Loisirs en Chine. En vue de constituer des groupes préparant de prochains voyages en Chine, les personnes intéressées peuvent écrire à Découverte et Culture Loisirs — 94 rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris — ou téléphoner au 325 00 09

International en bref

Grèves et Répression en Espagne

Vingt usines (dont les grandes Général Electric, Hispano Olivetti, Babcock-Wilcox...) plus ou moins touchées par des mouvements de grève en Espagne. A Casa, 4 500 ouvriers organisent une marche. Affrontements. Blessés. Répression. De même, chez Renault, à Valladolid et à Séville. On apprend qu'un militant du FRAP, Cipriano Martos, a été torturé à l'acide sulfurique. Ils sont des milliers en prison. Le Comité d'information et de solidarité Espagne organise une campagne d'aide aux prisonniers politiques espagnols, dimanche 17 novembre à 14 h 30, à la Mutualité.

Général, nous voilà

Quand le camarade Saragat était président de la République italienne, il n'a pas été mis au courant d'un certain complot d'extrême-droite émanant des services secrets, en 1970. Alors : quatre ans pour découvrir le pot aux roses ? Les généraux ont toujours des amis. Et, dans le secret du renseignement, on peut se dire beaucoup de choses.

Ça branle dans le manche

« Organisation populaire pour l'application de l'accord de Paris », « Mouvement populaire de lutte contre la corruption, pour le salut national et le rétablissement de la paix », « Comité de lutte pour la liberté de la presse et de l'édition », « Force de réconciliation nationale », « Front populaire de lutte contre la famine », « Comité pour la défense des intérêts des travailleurs », tels sont les derniers nés des mouvements anti-Thieu au Sud-Vietnam. Prêtres, parlementaires, syndicalistes, catholiques, bouddhistes, etc, tout le monde s'y met... Depuis septembre, vingt manifs par semaine, au moins. Le GRP, qui a lancé un appel aux militaires et fonctionnaires de Saïgon, a le vent en poupe... Ça branle dans le manche du côté du Cambodge aussi : 700 signatures ont été recueillies en quelques semaines parmi les résidents cambodgiens en France pour exiger la fin de l'intervention de l'impérialisme américain.

Palestine : Arafat choisit la paix

La reconnaissance par Israël de l'autodétermination du peuple palestinien est la condition préalable à la reconnaissance des droits de la population israélienne dans un Etat Palestinien. C'est dans cet esprit que nos camarades du FDPLP, faisant une analyse de classe du fait juif en Palestine, envisagent l'« Etat démocratique et laïc », objectif de la Résistance Palestinienne. Pour cette Palestine démocratique, l'OLP est à New-York pour rappeler au monde que l'intérêt des peuples du Moyen-Orient est que cesse l'occupation sioniste sur la terre palestinienne. Notre parti salue fraternellement Yasser Arafat, et son prochain gouvernement révolutionnaire en exil. Une cinquième guerre, du fait d'Israël, ne pourrait qu'être dramatique pour son économie. Arafat choisit la paix. Israël est devant le choix : perpétuer le conflit ou négocier avec l'adversaire.

Où va la cfdt ?



La C.F.D.T. a opté depuis 1970 pour un « syndicalisme de classe et de masse », elle a contribué à forger, depuis 1968, parallèlement avec le PSU, l'orientation vers le socialisme autogestionnaire. En tant qu'organisation de masse, elle a été le cadre et le lieu d'importantes luttes qui ont permis une avancée politique sensible du combat de classe. Mais elle pose, en tant que telle, de nombreuses questions. Et d'abord à elle-même, c'est-à-dire aux travailleurs qui la constituent.

Après avoir activement soutenu le candidat unique de la gauche lors des présidentielles, la C.F.D.T. s'est fortement engagée dans la préparation des Assises par l'intermédiaire de la troisième composante. Non sans débats et critiques internes parfois très vifs, tant sur les formes de la participation et sur la manière dont avait été prise la décision, que sur la nécessité de l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis. Nécessité qu'Edmond Maire a cru bon de réaffirmer avec force lors du dernier Conseil national des 27 et 28 octobre. Les 60 % de mandats obtenus sur la résolution finale faisaient certes, une majorité. Mais les désaccords des 40 % qui n'ont pas approuvé les orientations récentes étaient réels, même s'ils étaient hétérogènes. 27 % refusaient, sur des bases de gauche, tout alignement politique vis-à-vis du PS, construction, services, banques, Hacuïtex, etc...). Un peu plus de 10 % se réfèrent à une forte tradition d'autonomie syndicale.

La résolution finale fait ainsi coexister une appréciation positive sur les Assises et la « nécessité pour les travailleurs, de se regrouper dans une organisation syndicale de masse et de classe capable d'agir et de déterminer en toute autonomie ses propres objectifs revendicatifs, son projet de société et sa stratégie ».

Jeannette Laot disait du Congrès de Nantes — Mai 1973 — qu'il avait été le « Congrès de la consolidation ». Les travailleurs montraient, dans les mois qui suivaient, que la CFDT permettait de faire fructifier — souvent mieux qu'ailleurs — les acquis des luttes, d'en conduire de nouvelles, et, parfois, de leur donner leur véritable dimension : « les travailleurs de Lip ont montré ce que serait la légalité demain ». Cette légalité, c'est l'expérience de la démocratie ouvrière à la base, des assemblées générales souveraines, du contrôle sur les délégués, sur la production, la hiérarchie et les structures de l'entreprise. La légalité de demain, c'est « le pouvoir aux travailleurs »... alors que la formule semble déjà bien désuète pour certains.

Le 26 juin 74, CGT et CFDT signaient un important accord sur les objectifs revendicatifs, les méthodes et l'unité d'action. Dans le chapitre sur

les méthodes d'action est rappelée à chaque paragraphe, la responsabilité des organisations syndicales dans la conduite des luttes — ce qui est hors de cause. Mais l'on souligne aussi qu'une telle pratique — la responsabilité syndicale — rejette toute intervention extérieure au mouvement syndical dans la conduite des luttes. Elle refuse toute manipulation des délibérations collectives et récuse les comités anti-syndicaux irresponsables ».

De qui parle-t-on et à qui ?

De qui parle-t-on et à qui ? Que l'on « refuse toute manipulation des délibérations » ne peut être que justifié mais que l'on rejette « toute intervention extérieure » en les assimilant « à des comités anti-syndicaux irresponsables » pose des questions. D'abord quant à l'existence de comités de soutien. Ensuite, bien évidemment, quant aux comités d'action ou comités de grève qui se constituent dans l'entreprise pour mettre en pratique l'action décidée lors de l'A.G. des travailleurs et élargir l'offensive que les seuls militants syndicaux s'efforceraient de conduire.

De deux choses l'une : ou les responsables syndicaux sont à l'écoute des revendications et des décisions collectives, et, dans ce cas, ils les portent collectivement avec les autres travailleurs, rendent compte des résultats de l'action, en partagent réellement la dynamique et alors il n'y a aucun problème. Ou bien un désaccord se manifeste sur les objectifs et les méthodes d'action, et les travailleurs, y compris les responsables syndicaux, doivent s'en expliquer en respectant la démocratie ouvrière afin de clarifier les questions. La responsabilité implique nécessairement le débat et le contrôle afin d'accroître la mobilisation, l'unité et d'améliorer le rapport des forces contre l'adversaire patronal.

Les travailleurs de Lip, les camarades des banques et des PTT ont fait la preuve que la victoire n'était possible que s'il y avait une large mobilisation, une popularisation réelle, une totale démocratie dans les assemblées. Nous ne pouvons soupçonner que ces formules aient été écrites trop vite. Elles sonnent comme une condamnation des pratiques militantes utilisées lors de luttes qui ont pourtant largement réalisé et l'unité et l'élargissement des organisations syndicales.

Dans le sillage de la C.G.T. ?

Si tel était le cas il y aurait de la part de la CFDT un regrettable recul, voire un inquiétant désaveu.

Les luttes dans la Fonction publique actualisent la question. Est-il bien sûr que la réserve, pour ne pas dire le barrage, devant les tentatives de mise en place de « comités de soutien usagers-postiers » a été profitable à la lutte des travailleurs des PTT ? De même le filtrage ou la censure opérés sur la distribution de tracts d'organisations politiques dans les centres de tri, alors qu'ils reprenaient les revendications avancées et n'avaient aucun caractère anti-syndical, ressort-il réellement à la responsabilité syndicale ? Il y a, dans la CFDT, des acquis que le mouvement ouvrier n'a aucun intérêt à perdre.

Il existe une autre hypothèse et ce sera une des dernières questions.

Depuis l'été, la CGT a pris l'offensive. Le secteur public et nationalisé est tout particulièrement touché par la dégradation de l'emploi. La riposte actuelle a été l'occasion de montrer la rigueur de ses exigences et la clarté de ses choix économiques et sociaux : dans les PTT, comme à l'EGF ou aux Charbonnages. La CFDT s'est trouvée dans une situation d'accompagnement, et parfois de retard, par rapport à la mobilisation de la CGT. Les accords d'unité d'action, l'appel CGT-CFDT du 7 octobre, la grève nationale du 19 novembre, permettent de masquer en partie cet état de fait : aujourd'hui c'est la CGT qui a l'initiative, d'où la prudence et la réserve de la CFDT. A trop vouloir se ressembler au niveau central, on finit par se confondre.

Le PSU est bien évidemment favorable à l'unité d'action qu'il a toujours préconisée, et dont il a fait un de ses axes stratégiques lors de son Conseil National de novembre 1973. Mais l'unité d'action ne peut, en aucun cas, signifier l'acceptation passive des mots d'ordre et des méthodes les plus discutables des organisations alliées. La richesse de la mémoire collective de la classe ouvrière, la diversité des expériences de luttes qu'a permises la CFDT devrait lui éviter de l'oublier. D'autant que de lourdes échéances attendent, aujourd'hui, la classe ouvrière et les couches populaires dans la lutte anticapitaliste.

Les problèmes les plus pressants dans les mois à venir se poseront en termes d'emploi. Déjà les choses se précisent à la Néogravure, dans l'automobile, l'aéronautique, chez Rhône-Poulenc et bientôt dans le secteur des services. Une mobilisation intense, unitaire mais offensive, va être nécessaire immédiatement. Moins pour préparer une alternative institutionnelle de gauche que pour s'attaquer aux mesures de sauvetage du profit que va tenter la bourgeoisie. C'est de nouveau, à la fois en termes revendicatifs et en termes anticapitalistes, et dans la perspective du socialisme autogestionnaire, qu'il faudra conduire l'offensive. Nous espérons y retrouver l'ensemble de la CFDT.

Jean Naurois ■